



BAROMÈTRE CITOYEN DE LA SÉCURITÉ

ENQUÊTE OUAGADOUGOU 2024

Chercheurs :

Dr. Khalifa DIOP

Dr. Beatriz MESA

Dr. Rachid ID YASSINE

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
INTRODUCTION	5
I. METHODOLOGIE.....	8
1. Choix des quartiers.....	9
2. Profil de l'échantillon	10
II. LES RESULTATS DE L'ENQUETE OUAGADOUGOU 2024	15
1. L'ICS Ouagadougou 2024	15
2. Analyse des résultats.....	16
2.1. Un environnement sécuritaire médiocre.....	16
2.2. Une faible victimation	19
2.3. Une faible exposition aux violences.....	23
2.4. Une confiance assurée aux forces de l'ordre.....	28
2.5. Une contribution des partenaires sécuritaires externes fortement dépréciée ³¹	
2.6. Une action sécuritaire citoyenne valorisée	32
3. Les résultats de l'enquête sur l'utilisation de la force étatique et OMP ..	34
3.1. Burkina Faso : facteurs de fragilité et d'instabilité	34
3.2. Résolution des conflits : qui et comment ?	38
3.3. Le défi de la cohésion sociale.....	40
4. Les résultats de l'enquête sur la "sécurité religieuse"	41
4.1. Diversité religieuse et les nouveaux enjeux de "vivre ensemble"	41
4.2. Contexte du dialogue interreligieux en situation de crise sécuritaire..	42
4.3. Analyse des perceptions religieuses et de la laïcité.....	44
5. Les résultats de l'enquête sécurité climatique	47
5.1. Des pluies en baisse et tardives	47
5.2. Une opinion divisée quant à l'action climatique de l'État	52
6. Discussions autour de la sécurité climatique.....	53
6.1. Une crise aux effets multiformes	53
6.2. Un impact économique significatif et une adaptation timide.....	54
6.3. Des efforts... mais des progrès à faire.....	55
6.4. Quid des violences armées ?.....	56
6.5. Auteurs ou victimes, un simplisme à dépasser	58
CONCLUSION	59
BIBLIOGRAPHIE.....	61
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	63

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

APS : Action Publique Sécuritaire

BCS : Baromètre Citoyen de la Sécurité

CNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CEDEAO : Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest

EIGS : État Islamique dans le Grand Sahara

ICG : International Crisis Group

ICS : Indice Citoyen de la Sécurité

JNIM : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

LASPAD : Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoir / Afrique – Diasporas

OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

OKP-RESCOM : Orange Knowledge Program - Résilience communautaire

ONU : Organisation des Nations Unies

PAN : Plan d'Action National

PANA : Programme d'action national d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques

PSCC-FES : bureau Paix et Sécurité - Centre de compétences Afrique subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

USA : United States of America

VDP : Volontaires pour la Défense de la Patrie

WANEP : West Africa Network for Peacebuilding

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Contexte de l'initiative

Depuis 2018, le laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoir / Afrique – Diasporas de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal (**UGB LASPAD**) a entrepris une série de travaux dans le cadre d'un programme de recherche-action sur le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Avec la collaboration du bureau Paix et Sécurité - Centre de compétences Afrique subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (**PSCC-FES**) et du West Africa Network for Peacebuilding – Senegal (**WANEP**), une équipe de chercheurs sous la direction du Dr. Rachid ID YASSINE a conduit, dans le cadre d'une première phase, une étude exploratoire dans trois pays ouest-africains (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau), destinée à créer, tester et consolider un dispositif multipartite de contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire. Cette phase pilote a permis d'élaborer le **Baromètre citoyen de la sécurité** (BCS : www.citizen-security.org).

Synthèse des résultats

Les résultats de cette enquête au Burkina Faso montrent plusieurs aspects du statu quo sécuritaire du pays. Nous pouvons citer la déstabilisation de l'économie informelle par les groupes armés qui impactent sur la stabilité régionale. Face à cette situation, les populations font d'avantage confiance aux solutions locales à travers les institutions africaines de sécurité plutôt qu'aux institutions non africaines. L'étude permet également de noter que les chefs traditionnels ont plus de « poids » que les politiques. En effet, là où ces derniers sont perçus comme déconnectés de la réalité, les chefs traditionnels semblent plus au fait

et sensibles au sort des populations. Il en est de même pour les chefs religieux qui jouent un rôle crucial lors de résolution de conflit. La gouvernance traditionnelle et coutumière prime ainsi sur la justice en termes de règles et de lois. L'armée est positivement perçue, la police et la gendarmerie un peu moins. L'action sécuritaire internationale pas vraiment. Cependant, il faut noter à travers cette enquête que la cohésion sociale n'est pas totalement acquise à cause de la stigmatisation des peulhs par exemple. Les principales préoccupations des populations sont les incivilités et la délinquance suivies de la pénurie d'eau potable et de la criminalité organisée. Les populations se plaignent par ailleurs de l'insécurité et de l'accès aux forces de sécurité, de la circulation routière et de la mobilité. L'agriculture est perturbée par le changement climatique et les sécheresses récurrentes qu'il engendre. Cela occasionne une cherté/rareté des denrées de première nécessité, une baisse des revenus et une insécurité alimentaire grandissante chez les populations.

Recommandation principale

Il ressort principalement de l'étude que les citoyens devraient être mieux impliqués dans la prévention/gestion de l'insécurité. Il convient de faire une cartographie des acteurs civils intervenant dans le secteur de la sécurité citoyenne afin de renforcer leurs capacités. Il convient également d'asseoir une architecture sécuritaire sur le triangle institutions publiques/société civile/populations. Enfin, il est opportun d'approfondir la recherche sur la sécurité climatique en lien avec les conflits communautaires autour des ressources.

INTRODUCTION

Le Burkina Faso traverse une période de transition politique à la suite des coups d'État de janvier et septembre 2022¹. Ces événements ont conduit à des changements significatifs dans la structure gouvernementale, incluant la suspension de la Constitution, la réorganisation des conseils nationaux et élus, et une nouvelle architecture de la sécurité qui va au-delà des forces traditionnelles de sécurité et de défense, en incorporant la société dans la protection de la stabilité. La sécurité est abordée à la fois par le haut et par le bas.

Parallèlement, la désinformation et la mésinformation sont devenues des enjeux majeurs, influençant la perception de la citoyenneté. Les médias jouent un rôle décisif dans la formation de l'opinion publique, ce qui peut parfois compliquer la compréhension de la situation réelle. Dans ce contexte, il est crucial de mener une enquête de perception citoyenne permettant de mieux comprendre les opinions et les préoccupations des citoyens locaux, fournissant des informations précieuses pour les décideurs politiques et les organisations de la société civile. Cette enquête, à la fois quantitative et qualitative, cherche donc à identifier les véritables besoins et priorités de la population, facilitant ainsi une réponse plus efficace et adaptée aux défis actuels.

La forte présence militaire et les nouvelles mesures de sécurité au Burkina Faso, en réponse à la montée de la violence des groupes armés qui ont assiégé des villes, ont placé ce pays au cœur de la violence sahélienne. Les régions sahéliennes les plus touchées par cette violence ces dernières années sont l'Est, le Nord, le Centre-Nord mais aussi la boucle du Mouhoun.

Le sentiment anti-français, déjà présent avant le retrait de la France, s'est intensifié, avec des préoccupations croissantes concernant les droits humains à la suite de l'arrivée de nouveaux acteurs qui exercent un rôle inédit de gouvernance sécuritaire aux côtés des forces autochtones, notamment les forces paramilitaires de l'Africa Corps². Enfin, les différentes facettes de la violence ont des conséquences très graves pour les populations et ont provoqué l'une des plus grandes crises humanitaires de l'histoire du pays (OCHA, 2024).

¹ En 2022, le Burkina Faso a connu deux coups d'État en raison de l'instabilité croissante et de l'insurrection djihadiste. En janvier, des militaires ont renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, formant une junte dirigée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. En septembre, un autre groupe de militaires, dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, a renversé Damiba, citant l'incapacité à contenir l'insurrection, laissant près de 40 % du pays sous contrôle de forces non étatiques.

² L'Africa Corps, également appelé Corps expéditionnaire russe (CER), est une organisation paramilitaire russe active en Afrique, où elle œuvre pour protéger les intérêts russes à l'étranger. Héritière du groupe Wagner, cette structure est désormais placée sous un contrôle plus rigoureux de l'État russe.

Le Burkina Faso est un pays avec des ressources naturelles limitées et fait face à des défis économiques significatifs. Son économie dépend en grande partie de l'agriculture vulnérable face à des conditions climatiques défavorables. De plus, le pays dépend du soutien international et de l'aide extérieure pour répondre à ses besoins (Banque Mondiale, 2021). La situation sécuritaire et l'instabilité politique ont également eu un impact négatif sur l'économie, limitant les investissements et la croissance. La dépendance à l'égard de l'extérieur est cruciale pour l'assistance humanitaire, le développement des infrastructures et la mise en œuvre de programmes de sécurité et de gouvernance.

Début 2024, plus de 2,6 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison de la crise en cours, un chiffre probablement sous-estimé et aggravé par le changement climatique. En conséquence, le pays fait face à des défis humanitaires importants, sachant que le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire a augmenté de 35 % entre 2022 et 2023, passant de 3,5 millions à près de 4,7 millions (OCHA, 2024). Les groupes armés ont assiégé des villes, aggravant encore la situation.

Cette crise a été négligée en raison de plusieurs facteurs : le manque de financement humanitaire, le manque d'attention médiatique et le manque d'initiatives politiques et diplomatiques internationales. La combinaison de ces éléments a laissé le Burkina Faso dans un état de détresse humanitaire sévère, avec une Communauté internationale échouant à répondre aux besoins croissants.

En ce qui concerne l'évaluation du système de gouvernance locale, le Burkina Faso est caractérisé par une responsabilité ascendante et une prise de décision centralisée. Cette structure verticale du pouvoir incite les acteurs du gouvernement local à ne pas rendre de comptes aux citoyens. Les pouvoirs locaux ne sont pas élus mais nommés, utilisant des délégations spéciales pour gérer des zones données. Ces fonctionnaires doivent rendre des comptes au gouvernement central, et non aux communautés locales avec lesquelles ils manquent souvent de connexion réelle.

Bien que le système de gouvernance soit résilient en termes de fonctionnalité, il est fragile en termes d'efficacité et ne parvient pas à servir adéquatement ses citoyens. Un exemple de cette inefficacité est la question des certificats de naissance, qui sont d'une importance vitale mais qui restent difficiles à obtenir. Les conflits armés exacerbent ce problème, rendant difficile de déterminer qui est burkinabé ou ne l'est pas, en raison de la destruction des infrastructures publiques et de l'incapacité à délivrer des documents de naissance. Cette situation accroît la méfiance entre l'armée et les civils, car aucun service public n'est fourni.

Il y a également un mécontentement généralisé à l'égard de la classe politique, perçue comme perturbatrice et nuisible. En réponse à ces défis de gouvernance, des systèmes de gouvernance parallèles et complémentaires centrés sur la communauté, tels que le leadership coutumier et traditionnel, prospèrent. Les chefs traditionnels qui au moins parlent la langue des populations qu'ils contrôlent, contrastent fortement avec les fonctionnaires et sont perçus comme étant plus connectés et réactifs aux besoins de la communauté³.

L'armée est souvent glorifiée comme une solution possible du fait que d'autres acteurs, tels que les partis politiques et la société civile, sont l'objet d'un discrédit de leur intégrité et de leur autonomie. Dans cet environnement, les systèmes de gouvernance traditionnels et coutumiers sont devenus les principales sources de règles et de lois. Les chefs de groupes se tournent vers les traditions coutumières qui deviennent la source de l'autorité. Ces systèmes traditionnels ne sont plus simplement un soutien à la gouvernance de l'État ; ils sont devenus la loi elle-même.

Dans ce contexte, le laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoir / Afrique - diasporas a ciblé plusieurs quartiers de la capitale de Ouagadougou qui, en 2024, représente une population de 3 358 930 habitants. L'enquête a sélectionné un échantillon diversifié de la population urbaine en fonction des niveaux de sécurité de chaque quartier. Les quartiers de l'enquête sont Koulouba, Saaba, Marcoussis, Karpala, Pissy et Kamboinssin. L'objet de cette étude consiste à recueillir les perceptions des populations sur différents aspects de la sécurité humaine notamment la sécurité vécue, la sécurité perçue ainsi que leurs appréciations de l'action sécuritaire des différents acteurs étatiques, de la société civile et des populations elles-mêmes.

D'abord, nous allons présenter la méthodologie, puis les résultats des perceptions citoyennes en 5 dimensions : l'environnement sécuritaire, la victimation, l'exposition aux menaces, les perceptions sur l'action publique sécuritaire (étatique/interétatique) et l'action sécuritaire citoyenne. Ensuite, nous aborderons la question de l'utilisation de la force publique ainsi que la question religieuse. Nous terminerons par l'analyse des perceptions climatiques à Ouagadougou.

³ C'est par exemple ce qu'illustrent les 65,4 % des enquêtés de notre étude qui se disent satisfaits de l'action sécuritaire des organisations et autorités religieuses de leur pays.

I. METHODOLOGIE

L'étude s'inscrit dans un contexte sécuritaire multiforme où l'instabilité politique se greffe à des questions structurelles plus profondes telles que la vulnérabilité des populations face aux risques environnementaux et sociaux qui caractérisent la région sahélienne. L'analyse des trois enjeux sécuritaire, religieux et environnemental dans un contexte marqué par une hyperproduction de la violence est un exercice délicat. Le lien *a priori* évident qui relie insécurité, terrorisme se réclamant de l'islam et changement climatique mérite une réflexion approfondie. De plus, l'urgence quant à la mise en place d'une action de prévention efficace de cette violence nécessite également une meilleure compréhension de celle-ci ainsi que des mécanismes de son éradication. Ces dynamiques de prise en charge de la question sécuritaire faites d'idées, d'actions humaines et de paradigmes en constante transformation nécessitent donc une étude actualisée mesurant les perceptions de la population, principale concernée par la détérioration de la sécurité. Cette approche quantitative est complétée par une mise en perspective des discours d'acteurs influents de l'éducation, de la sécurité, de l'environnement et du religieux au Burkina Faso.

La présente étude est menée par une équipe interdisciplinaire de chercheurs spécialistes des différentes menaces sécuritaires. L'approche méthodologique a consisté d'une part, à interroger les habitants et d'autre part, à recueillir le narratif d'acteurs par observation participante. Elle a aussi consisté à mettre à contribution les ressources scientifiques disponibles afin de prendre en compte les travaux existants sur la question. L'état des recherches et des acquis en socio-anthropologie, en science politique, en stratégies sécuritaires est largement visité pour comprendre la réalité sécuritaire.

En définitive, l'enquête croise les méthodes qualitative et quantitative et s'articule autour de trois volets d'investigation : une recherche documentaire, une étude de perception auprès de la population dans six quartiers de Ouagadougou et périphérie de la ville (Koulouba, Saaba, Marcoussis, Karpala, Pissy et Kamboinssin), et des entretiens auprès de représentants de la société civile et d'acteurs politiques et sécuritaires.

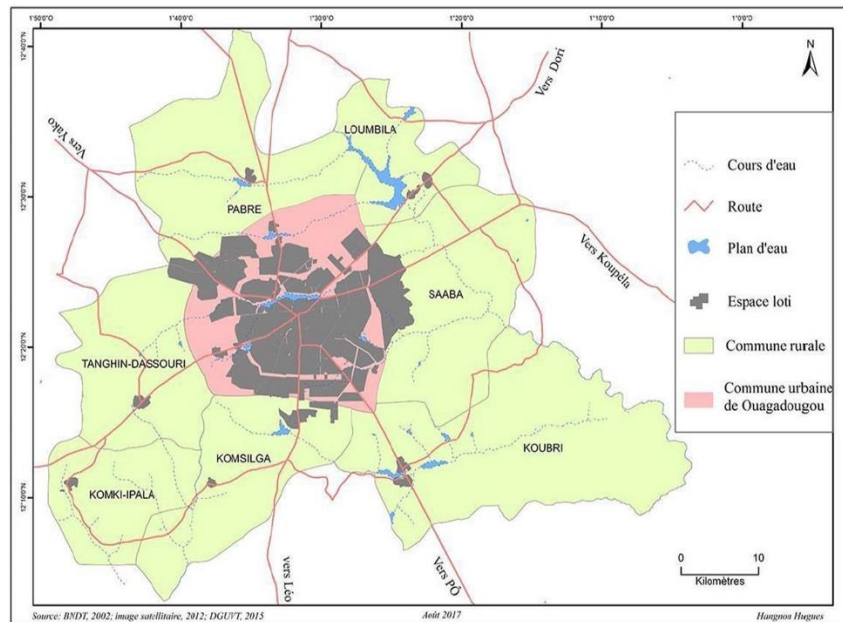


Figure 1. Carte du Grand Ouaga

L'enquête s'est déroulée du 5 au 14 juin 2024 inclus auprès de plus de 600 personnes dont les données de 454 citoyens burkinabé répartis dans les six quartiers de Ouagadougou susmentionnés ont été retenues. Pour des soucis d'équilibre et de représentativité, les enquêtés de chaque quartier représentent entre 19 et 20 % de l'échantillon.

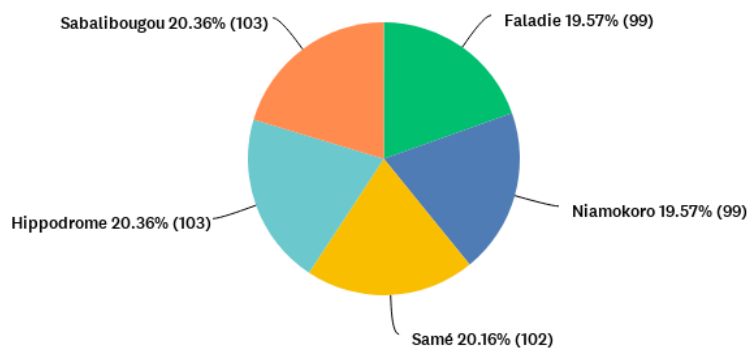


Figure 2. Répartition des enquêtés par quartier

1. Choix des quartiers

Les quartiers ont été choisis selon leur réputation sécuritaire⁴ obtenue auprès d'analystes et acteurs locaux de la sécurité. L'objectif est de diversifier les quartiers selon la notoriété sécuritaire, à savoir que le quartier soit connu pour être très sécurisé,

⁴ Voir la méthodologie générale du BCS (Id Yassine et *al.*, 2019).

moyennement sécurisé ou peu sécurisé. Cette catégorisation a abouti au classement des quartiers retenus suivant :

Tableau 1. Répartition des quartiers selon le rendu sécuritaire

Quartier	Niveau sécuritaire
Koulouba	Très sécurisé
Saaba	Périphérie rurale (peu sécurisé)
Karpala	Moyennement sécurisé
Marcoussis	Peu sécurisé
Pissy	Peu sécurisé
Kamboinssin	Périphérie rurale (peu sécurisé)

2. Profil de l'échantillon

La passation du questionnaire se fait toujours dans plusieurs langues. Au Burkina Faso, le sondage a principalement été administré en français (67 %), mooré (28 %) et dioula (3 %).

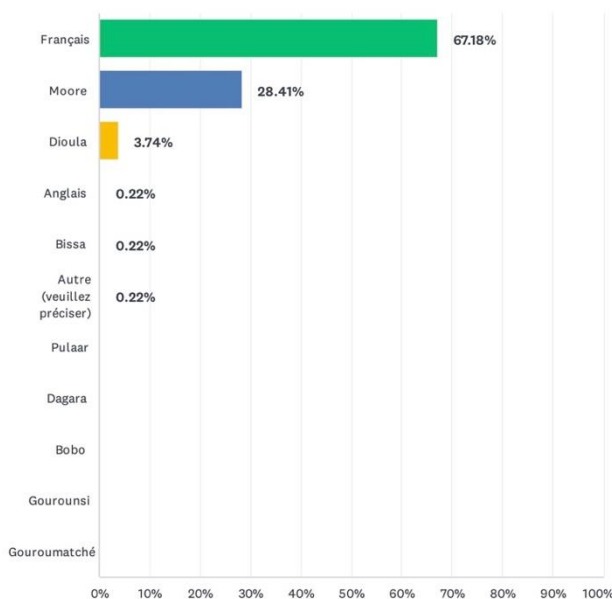


Figure 3. Langues de l'enquête

Les femmes représentent près de 40 % de l'échantillon et les hommes, un peu plus de 60 %. Les retours des enquêteurs justifient cette répartition par une forte réticence des femmes à répondre au questionnaire. On retrouve habituellement cette réticence sur le terrain ouest-africain et elle oblige les enquêteurs et enquêtrices à persévérer davantage. Toutefois, ici, les refus ont été nombreux et la durée de l'enquête n'a pas permis d'obtenir une représentation plus égalitaire.

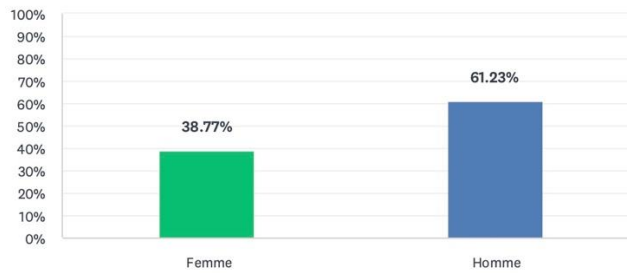


Figure 4. Répartition des enquêtés par sexe

Quant à l'âge des enquêtés, les personnes de 30-39 ans sont les plus représentées (32 %), suivies des 25-29 ans (26 %). Les personnes de 40-49 ans viennent en troisième position (18 %) et sont suivies des jeunes de 18-24 ans (13 %), des 50-59 ans (7 %) et des plus de 60 ans (2 %). Les moins de 40 ans représentent donc plus de 70 % des enquêtés, et les plus de 50 ans, 10 %. Nous avons donc un échantillon majoritairement composé de jeunes.

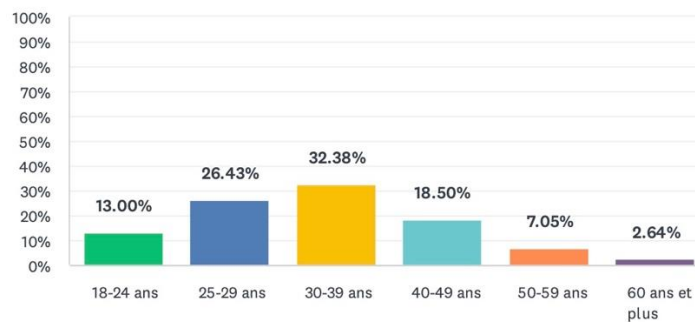


Figure 5. Répartition des enquêtés par âge

Plus du deux tiers des enquêtés parlent mooré comme première langue africaine. On retrouve seulement 3 % de bambaraphone et 1 % de pulaarophones. Aucune des personnes interrogées ne parle haoussa, zarma, songhaï ou kanouri.

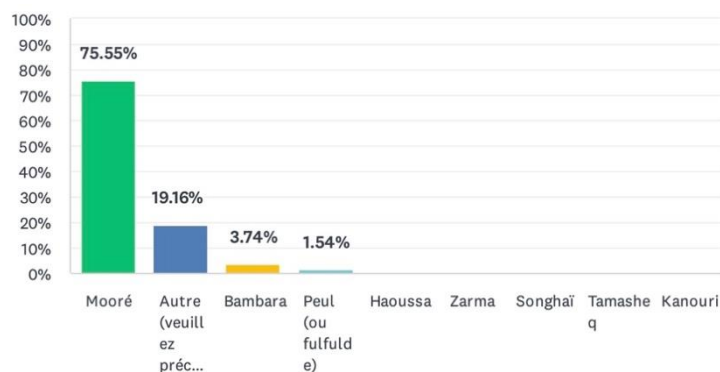


Figure 6. Première langue des enquêtés

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées est musulmane (51 %), tandis qu'un tiers se rattache au catholicisme (33 %). Pour le reste de l'échantillon, ce sont 8 % des

enquêtés qui se réclament du protestantisme, 4 % de l'animisme et 1 % d'aucune religion.

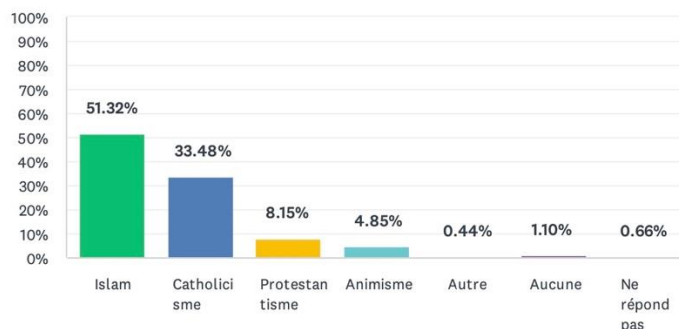


Figure 7. Répartition des enquêtés par religion

S'agissant des musulmans, les personnes interrogées apportent des réponses indécises quant à leur éventuelle affiliation à une tendance de l'islam contemporain donnée. 29 % d'entre elles se disent être réformistes modernistes. Le sunnisme traditionnel n'est représenté qu'à hauteur de 17 % de l'échantillon, tandis que 10 % se reconnaissent dans le salafisme ou le wahhabisme. Notons que 13 % des musulmans ne se réclament d'aucune tendance pendant que 17 % ont refusé de répondre. Enfin, le soufisme confrérique est très faiblement représenté (2 %).

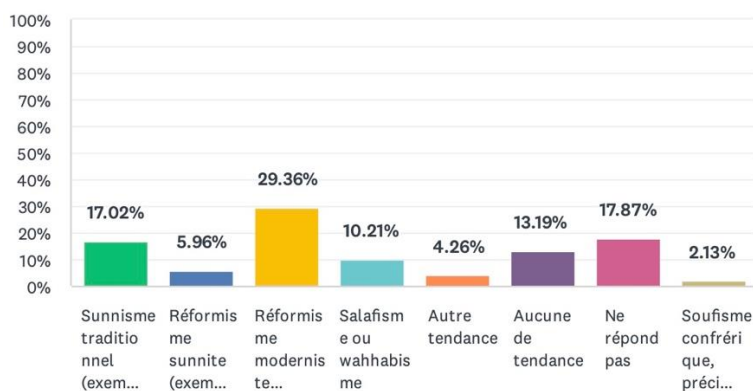


Figure 8. Tendance religieuse des musulmans enquêtés

Le profil matrimonial de l'échantillon présente une forte proportion de célibataires (38 %), tandis que 34 % des personnes interrogées déclarent être mariées en régime monogame et 11 % en régime polygame. Du reste, les personnes en concubinage ou en union libre représentent 12 %. Enfin, moins de 1 % des enquêtés sont séparé-e-s (0,66 %) ou divorcé-e-s (0,22 %).

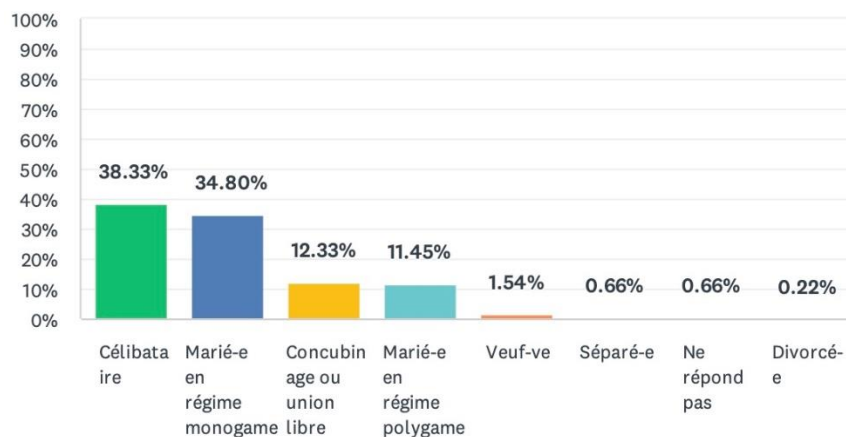


Figure 9. Situation matrimoniale des enquêtés

S’agissant de la parentalité, plus d’un tiers affirment ne pas avoir d’enfant (34,6 %) tandis que 17 % des personnes interrogées déclarent avoir entre 4 et 6. Ce sont 15 % de l’échantillon qui disent avoir 1 ou 2 enfants et 13 % déclarent en avoir 3. Seuls 3 % affirment avoir plus de 6 enfants.

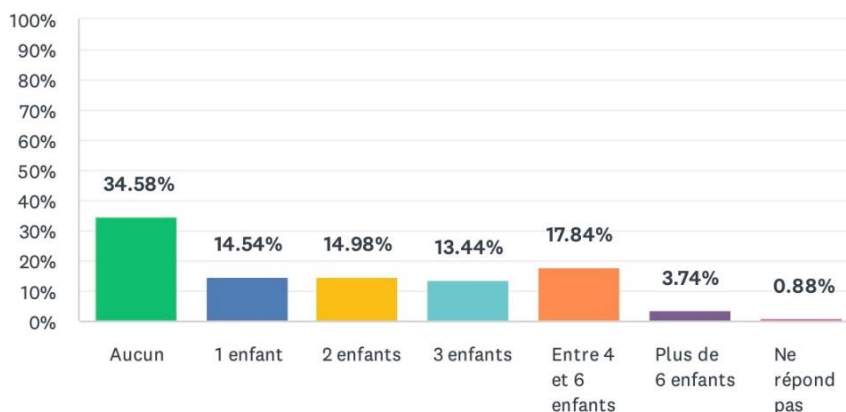


Figure 10. Parentalité des enquêtés

Les enquêtés sont essentiellement de nationalité burkinabé (97 %). Seuls 1 % sont maliens et les 2 % restants sont togolais, ivoiriens, béninois ou sénégalais.

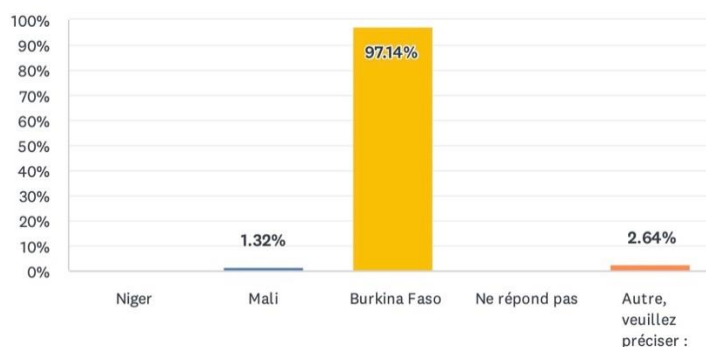


Figure 11. Nationalité des enquêtés

La plupart des enquêtés ont un niveau secondaire (27 %). 19 % d'entre eux ont suivi un cursus non-officiel (daara, madrasa, etc.) et 14 % n'ont reçu aucune instruction. Par ailleurs, 10 % n'ont pas achevé leur niveau primaire et seuls 6 % d'entre eux sont allés jusqu'à obtenir le baccalauréat et 1 % ont obtenu une licence universitaire.

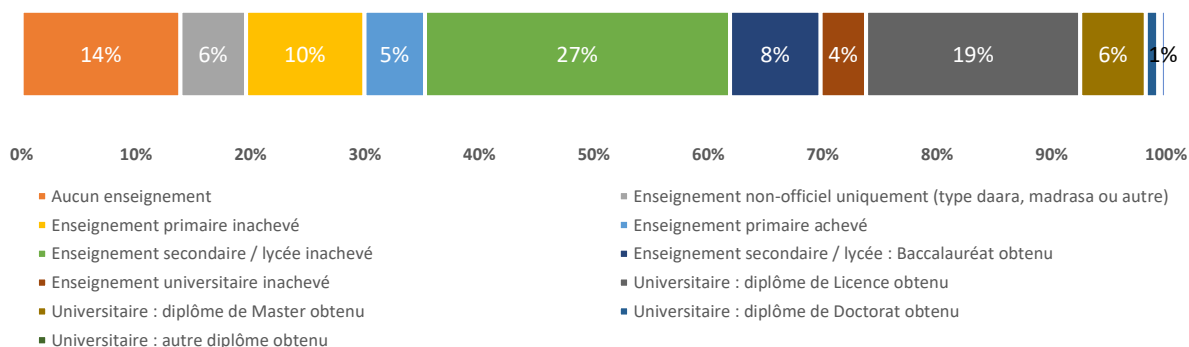


Figure 12. Niveau d'instruction des enquêtés

Près de la moitié de la population interrogée gagne mensuellement moins de 100 mille FCFA (47 %) mensuels. Ce sont 16 % des enquêtés qui ont un revenu mensuel de moins de 20 mille FCFA, 18 % perçoivent entre 21 et 50 mille FCFA, 12 % entre 51 et 100 mille FCFA et 17 % gagnent entre 100 et 300 mille FCFA par mois. Seulement 4 % ont un revenu mensuel compris entre 300 et 600 mille FCFA et 2 % perçoivent plus de 600 mille FCFA par mois. Notons enfin que 10 % des enquêtés déclarent n'avoir aucun revenu mensuel et que 19 % n'ont pas voulu se prononcer sur la question.

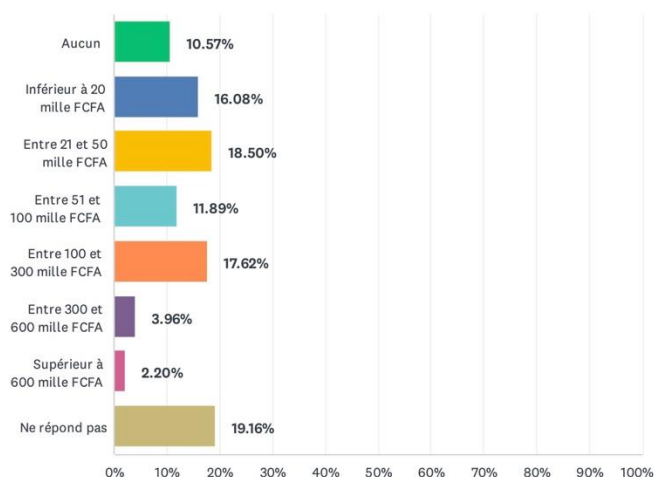


Figure 13. Revenu mensuel des enquêtés

II. LES RESULTATS DE L'ENQUETE OUAGADOUGOU 2024

1. L'ICS Ouagadougou 2024

L'indice citoyen de la sécurité (ICS) est une mesure synthétique des perceptions citoyennes de la sécurité. Il est obtenu grâce à une pondération raisonnée des données recueillies et calculé en lien avec le poids sociodémographique, politique et économique de la localité concernée représenté par un coefficient territorial. Il est compris entre la valeur d'insécurité maximale (-10) et la valeur de sécurité maximale (+10)⁵.

L'ICS de Ouagadougou en 2024 est de 5,75, ce qui place la localité en situation de sécurité mauvaise, conformément à l'échelle de l'ICS. L'ICS 2024 du pays correspond donc à la moyenne des différentes localités enquêtées. Au Burkina Faso, nous avons enquêté Ouagadougou et sa périphérie rurale, octroyant ainsi cet ICS au pays, pour cette année 2024 eu égard au stade actuel du maillage de l'enquête. Donc, l'ICS pays est une extrapolation des données des différentes localités et est analysé ici à titre indicatif.

Tableau 2. Classement des quartiers de Ouagadougou selon l'ICS

PAYS	ICS1	LOCALITÉ	ICS2	QUARTIER	ICS3	Situation
Burkina Faso	5,24	Ouagadougou	5,24	Koulouba	5,09	En sécurité mauvaise
				Saaba	6,61	En sécurité bonne
				Marcoussis	7,32	En sécurité bonne
				Karpala	6,30	En sécurité bonne
				Pissy	6,07	En sécurité bonne
				Kamboinssin	0,00	En sécurité inquiétante

On peut toutefois décliner l'ICS par quartier enquêté et obtenir le classement suivant. La majorité des quartiers sont classés dans la catégorie « en sécurité bonne », à l'exception de Koulouba et de Kamboinssin. Ce dernier est en situation de sécurité inquiétante. Pour Koulouba, sa situation sécuritaire est « mauvaise » selon les populations. C'est le premier quartier réputé très sécurisé avant l'enquête qui se retrouve dans cette catégorie dans les pays du Sahel que concerne cette enquête (Niger, Mali, Burkina). Les détails des ICS par dimension sécuritaire nous disent pourquoi.

⁵ Voir la méthode de calcul de l'ICS (Id Yassine et al., 2020).



Figure 14. Classement des quartiers selon l'ICS 2024

2. Analyse des résultats

2.1. Un environnement sécuritaire médiocre

L'ICS global constitue la moyenne des ICS de chaque dimension. Pour l'environnement sécuritaire, les informations demandées concernent les principales difficultés et dangers, la qualité de vie (y compris la cohésion sociale) et le sentiment de sécurité. À Ouagadougou, l'environnement sécuritaire est globalement « médiocre » d'après les enquêtés (2,80). Cette réalité cache des disparités entre quartiers. En effet, Pissy, Karpala (0,19) et Saaba (1,32) sont en situation d'environnement sécuritaire « inquiétante », tandis que Koulouba (2,32) se classe en catégorie « médiocre » et que Marcoussis (4,63) et Kamboinssin (4,90) sont en situation « mauvaise ».

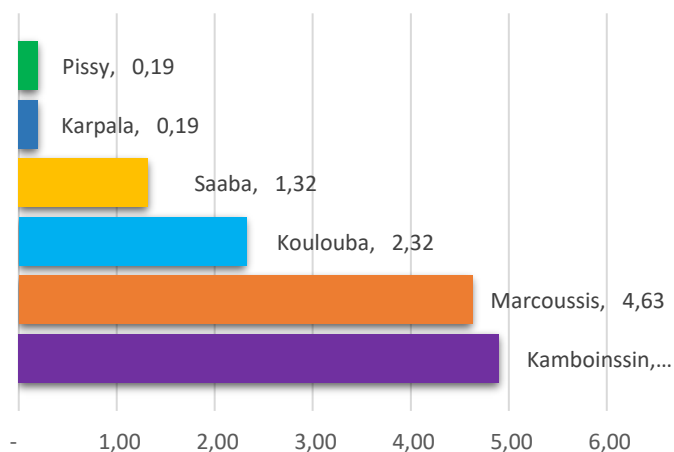


Figure 15. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'environnement sécuritaire

L'ICS lié à l'environnement sécuritaire est obtenu grâce notamment à la principale difficulté liée au cadre de vie, exprimée par les populations. Pour la majeure partie des Ouagalais enquêtés (15 %), la principale difficulté est l'insécurité et l'accès aux forces de sécurité. Ensuite vient la circulation routière et la mobilité qui est le problème majeur selon 13 % d'entre eux et l'accès et la distribution d'eau potable. Les incivilités

et le chômage sont respectivement cités en quatrième et cinquième difficulté la plus importante. En revanche, l'accès à l'éducation, à la justice et aux loisirs sont parmi les difficultés les moins ressenties par les populations.

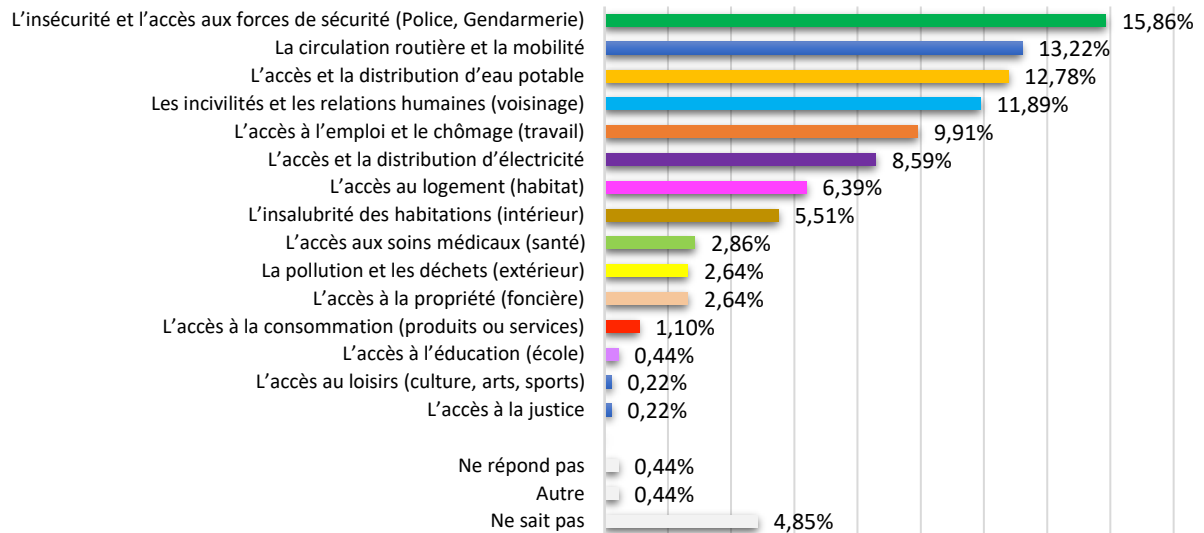


Figure 16. Principale difficulté des habitants de Ouagadougou

Un autre indicateur de l'environnement sécuritaire est la cohésion sociale, matérialisée par la solidarité entre habitants. Elle est bonne pour la majorité des Ouagalais. Ils estiment que les habitants sont souvent ou toujours solidaires (75 %). Seuls 6 % d'entre eux estiment que les habitants ne sont jamais solidaires entre eux.

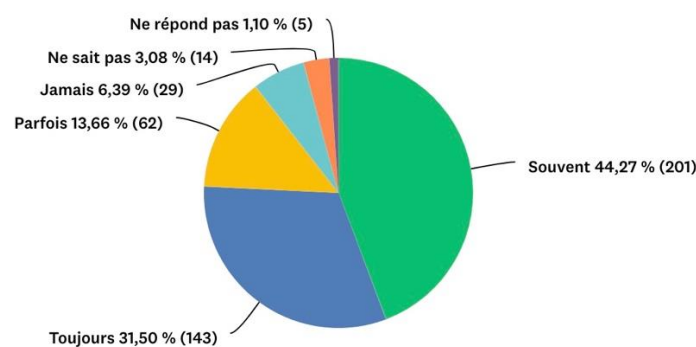


Figure 17. La cohésion sociale à Ouagadougou

De la même manière, les enquêtés estiment que la qualité de vie est assez bonne à Ouagadougou (75 %). D'ailleurs, 11 % pensent qu'elle est très bonne. Les habitants qui estiment que la qualité de vie est mauvaise sont 10 % environ, dont 2 % pensent que la qualité de vie est très mauvaise.

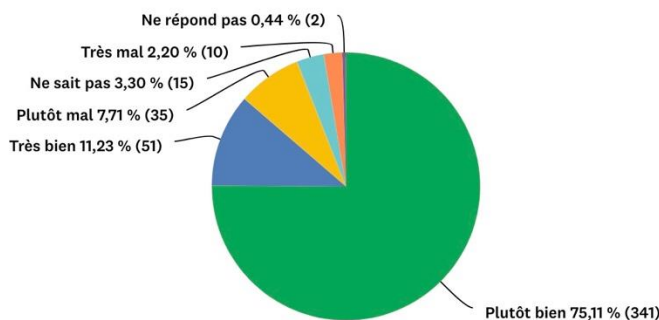


Figure 18. La qualité de vie à Ouagadougou

La perception du danger est l'un des indicateurs les plus importants de l'environnement sécuritaire. Elle est déterminante pour évaluer le niveau de crainte des populations, hiérarchisé selon les variables listées sur la figure ci-dessous. À Ouagadougou, les principaux dangers dans les quartiers sont les incivilités et la délinquance (43 %), la pénurie d'eau potable (15 %) et la criminalité organisée (13 %). Les populations sont toutefois peu alarmées par le terrorisme et les groupes armés (1,76 %). Elles le sont encore moins par les violences politiques et religieuses.

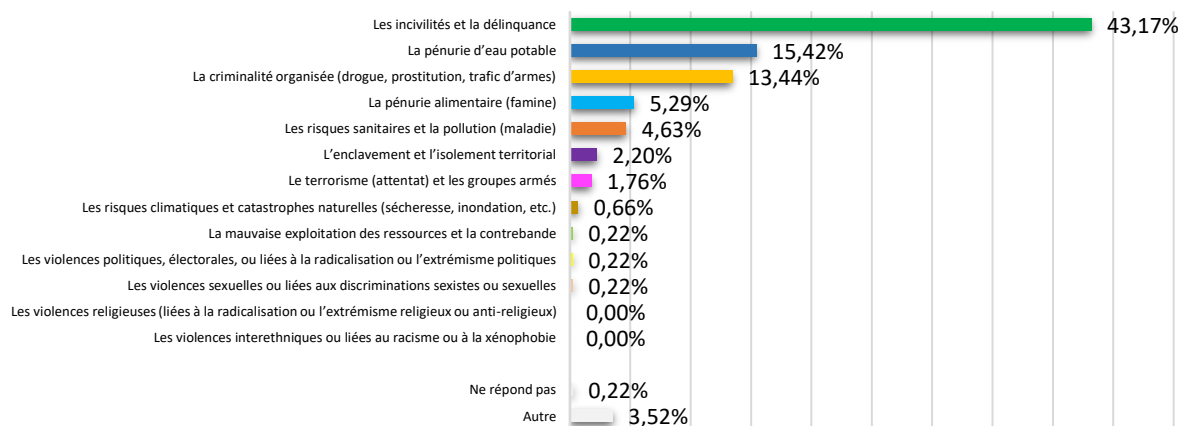


Figure 19. Principal danger à Ouagadougou

L'environnement sécuritaire est, plus que toute autre variable, déterminé par le sentiment de (in)sécurité. Les Ouagalais se sentent généralement en sécurité (56 %), et 11 % d'entre eux s'estiment même très en sécurité. Cette donnée contraste avec la perception d'une partie importante de la population qui ne se considère pas en sécurité (42 %).

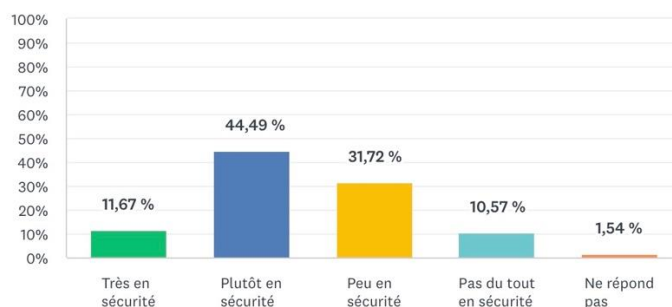


Figure 20. Sentiment de sécurité

La comparaison des différents quartiers révèle deux tendances : les quartiers où le sentiment de sécurité domine (Koulouba, Marcoussis, Pissy et Kamboissin) ; et ceux où le sentiment d’insécurité prévaut (Saaba, Karpala).

Karpala est le quartier où les habitants se sentent le plus en insécurité (14 %), suivi de Saaba (12 %). Rappelons d’ailleurs que ces résultats n’abondent pas tout à fait dans le sens de la réputation sécuritaire de ces quartiers : Karpala étant préalablement considéré comme « moyennement sécurisé » et Saaba comme « peu sécurisé ».

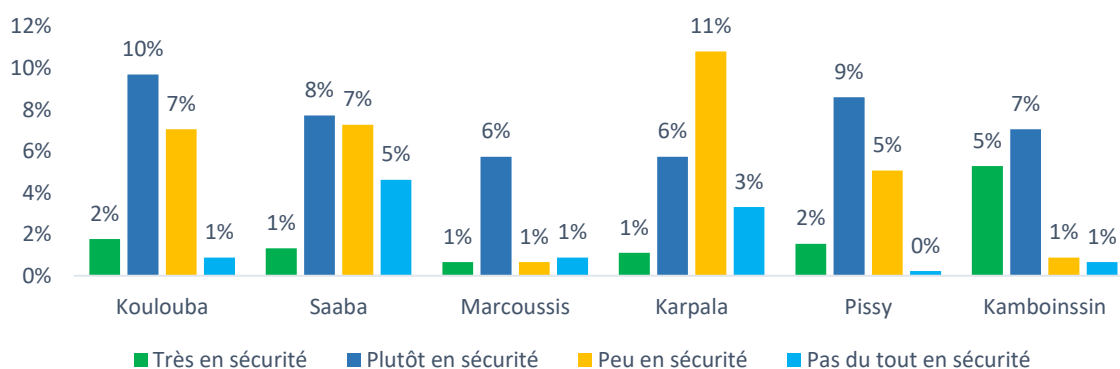


Figure 21. Comparaison du sentiment de sécurité par quartier

2.2. Une faible victimation

En considérant la victimation (nombre d’agression, de vol, de crimes, etc.), les quartiers de Ouagadougou sont en situation de sécurité excellente (9,46). Kamboinssin et Koulouba se placent en tête, suivis de Marcoussis, Saaba, Pissy et Karpala. Il faut toutefois rappeler que l’analyse d’une seule dimension est insuffisante pour déterminer le niveau de sécurité d’une localité. C’est l’ensemble des dimensions qui va être décisive pour une appréciation globale.

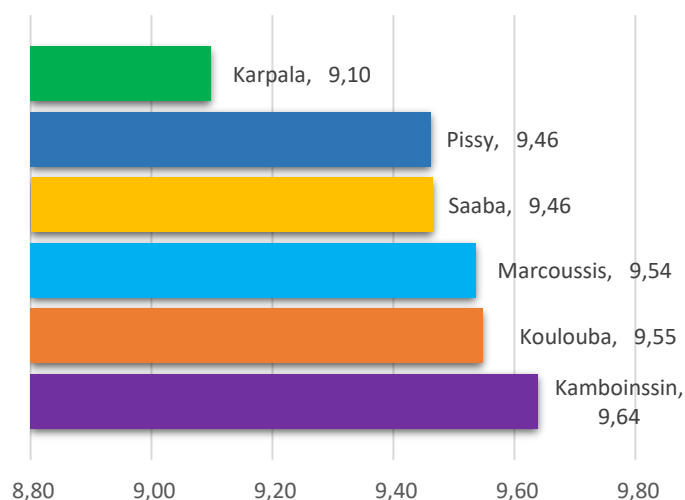


Figure 22. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à la victimation

Si le sentiment de sécurité domine à Ouagadougou, c'est sans doute grâce à de faibles cas d'agression⁶. Toutefois, des cas d'agressions physiques avec arme sur les 12 derniers mois sont déclarés par 4,85 % des enquêtés. Concernant les agressions physiques sans arme et les agressions verbales, 2 % affirment en avoir été victimes. Enfin, aucun cas d'agression sexuelle (avec ou sans viol) n'a été déclaré.

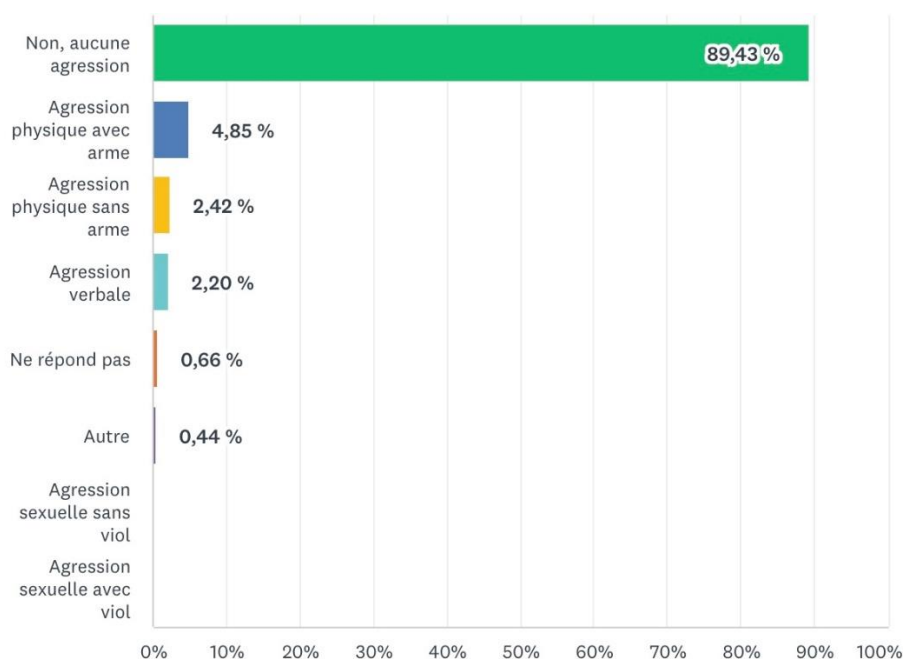


Figure 23. Répartition des enquêtés selon le type d'agression

À l'image des agressions, la grande majorité des Ouagalais (76 %) affirment ne pas avoir subi de vol lors des 12 derniers mois. Toutefois, 23 % concèdent en avoir subi : sans

⁶ 89,4 % des enquêtés de notre étude disent n'avoir été victime d'aucune agression dans les douze derniers mois.

armes et sans agression (18,28 %), avec arme et sans agression (2,64 %), avec arme et agression (1,32 %), sans arme et avec agression (1,1 %).

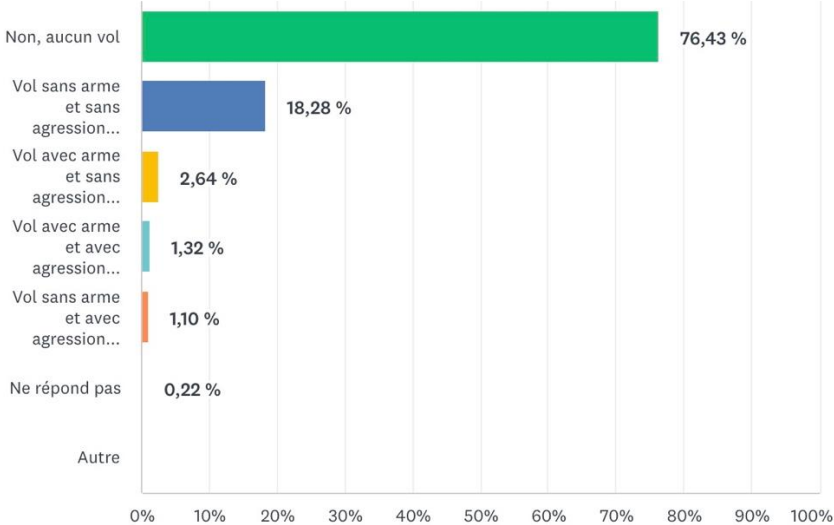


Figure 24. Répartition des enquêtés selon les cas de vol

Pour les cas effectifs d’effraction et de cambriolage, 15 % des enquêtés sont concernés. Pour 13 % d’entre eux, l’effraction/cambriolage s’est déroulé en leur absence, tandis que 3 % affirment avoir été victimes d’effraction/cambriolage en leur présence. Ce qui reste constant, c’est que la majorité des enquêtés dit n’avoir subi aucune effraction ou cambriolage (près de 82 %).

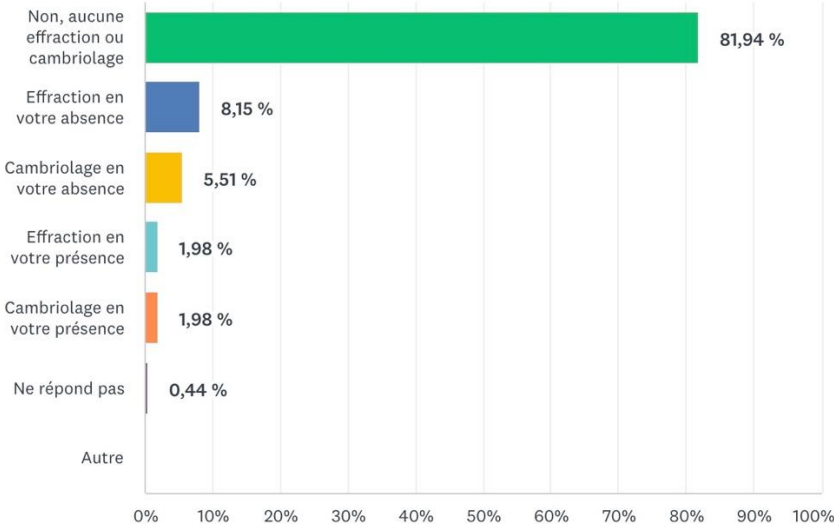


Figure 25. Répartition des enquêtés selon les cas de cambriolage

Le questionnaire ne se limite pas à la mesure de la victimation, il s’intéresse aussi à la situation des victimes en aval, notamment, si ces dernières ont subi des blessures, auprès de qui se sont-elles plaintes, si elles ont été prises en charge, par qui et

comment ont-elles apprécié cette prise en charge. À Ouagadougou, près de 90 % des enquêtés n'ont pas été victimes. Parmi ceux qui ont subi des blessures, moins de 1 % ont reçu des soins par les gendarmes (0,22 %), les soldats (0,22 %) et les ambulanciers (0,22 %). Il en est de même pour ceux qui sont pris en charge par les policiers (0,44 %), un-e ami-e proche (0,44 %) ou un membre de la famille (0,66 %). Enfin, notons que 6 % des enquêtés n'ont pas voulu répondre à la question.

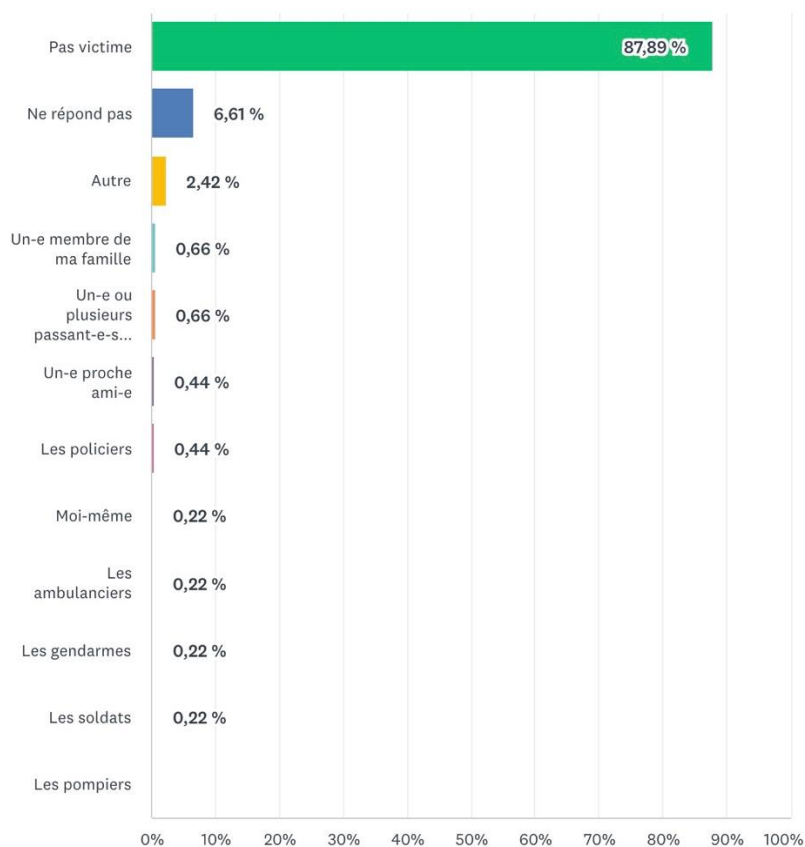


Figure 26. Appréciation de la prise en charge des blessures par les victimes

Au-delà de la prise en charge des blessures, les victimes se sont en majorité plaintes à la police (36 %). Toutefois, 20 % d'entre elles ont préféré ne pas se plaindre. Seulement 4 % de ces plaintes ont référé à leur propre famille et 4 % à l'armée. La particularité de cette question au Burkina Faso est le recours à des groupes d'autodéfense tels que les Koglweogo auprès desquels 12 % des enquêtés disent avoir porté plainte.

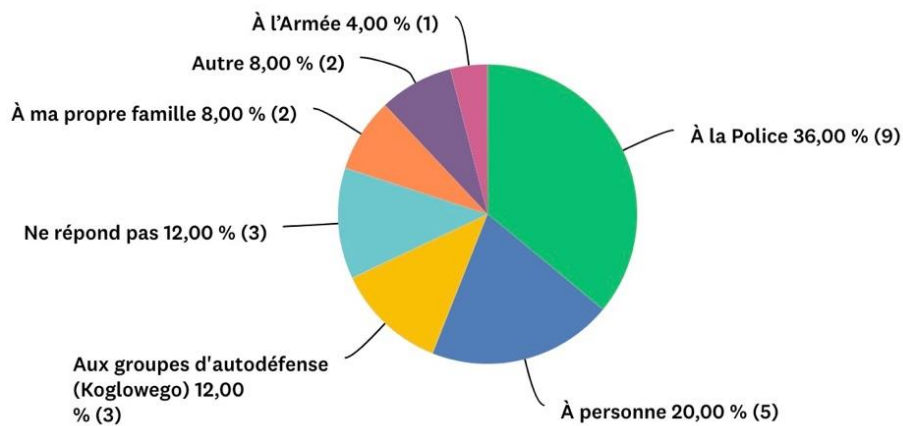


Figure 27. Répartition des victimes selon le destinataire de leur plainte

2.3. Une faible exposition aux violences

Il s'agit ici d'analyser l'exposition aux violences liées au trafic de drogue et d'armes à feu, à la prostitution, au risque d'enlèvement ou de déplacement forcé et aux violences politiques, religieuses, interethniques ou intercommunautaires. À l'image de la victimation, l'ICS lié à l'exposition aux violences fait de Ouagadougou une ville où la population enquêtée se sent en excellente sécurité (9,54). Saaba est le quartier le plus sûr selon cet indice, suivi de Karapala, de Marcoussis, de Pissy et de Kamboissin. Koulouba reste en sécurité excellente selon la dimension, mais celui où le sentiment d'exposition aux violences est le plus fort.

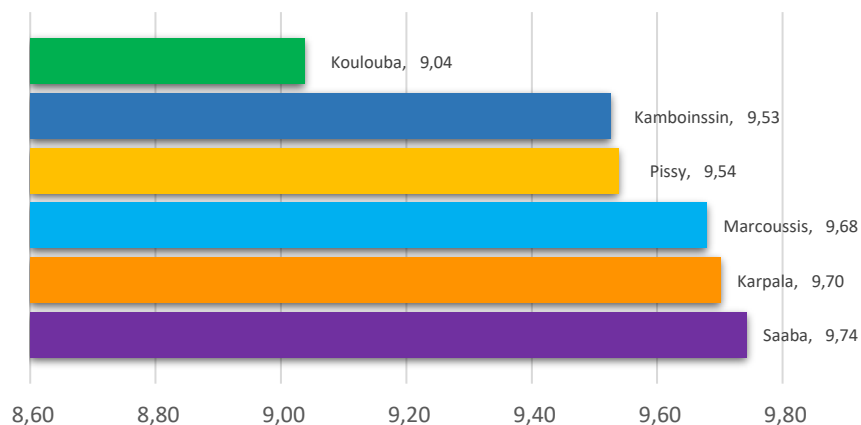


Figure 28. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'exposition

Globalement, l'exposition à la drogue est inexistante pour près de 60 % des Ouagalais. Un peu plus de 38 % disent y être exposés, mais à un niveau plutôt faible (12 %) ou très faible (16 %). Saaba et Karpala sont les quartiers qui présentent les plus grands taux de non-exposition au trafic de drogue de l'ensemble de l'échantillon (respectivement 18 et 17 %), représentant notamment 81,8 % des personnes interrogées à Saaba.

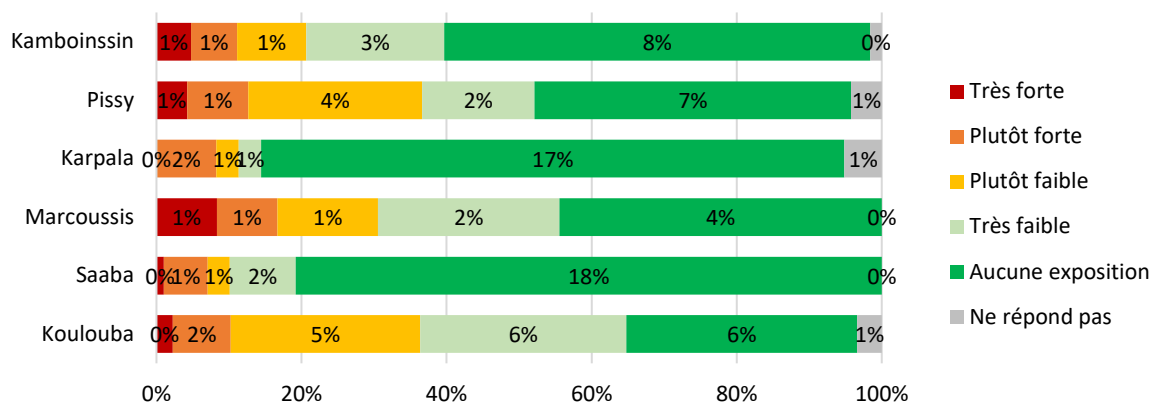


Figure 29. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic de drogue

À propos de la prostitution, 58 % des citoyens ouagalais affirment ne pas être exposés. 15 % disent qu'ils y sont exposés de façon très forte (2 %) ou plutôt forte (12 %), tandis que 25 % le sont de manière plutôt faible (15 %) voire très faible (10 %). L'enquête révèle donc que l'exposition à la prostitution concerne 40 % des enquêtés. Selon les quartiers, Koulouba recense le plus grand nombre de citoyens interrogés qui se disent exposés fortement ou faiblement à la prostitution (55 %), suivi de Marcoussis (50 %), tandis que Karpala (25 %) et Marcoussis (36,4 %) sont les quartiers où l'exposition à la prostitution est proportionnellement la plus faible.

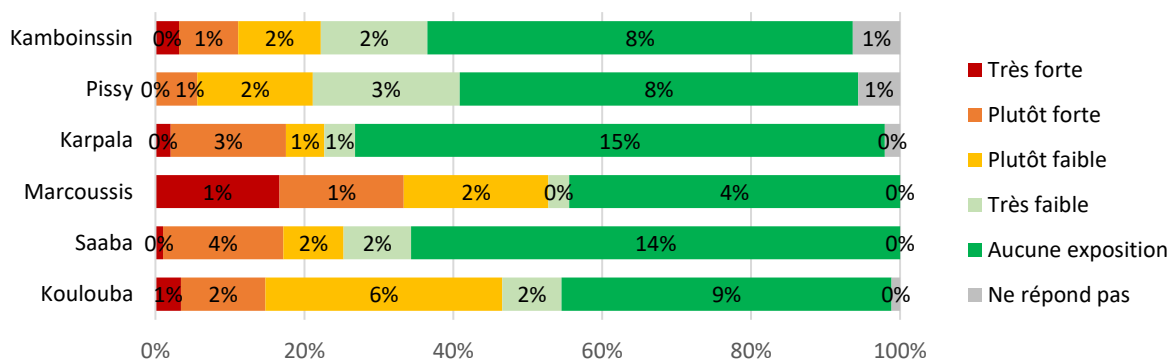


Figure 30. Classement des quartiers selon l'exposition à la prostitution

Concernant le trafic d'armes à feu, l'essentiel des enquêtés a répondu ne pas y être exposé (86,4 %). Parmi les 10,3 % qui affirment l'être, 1,5 % estiment que l'exposition est plutôt forte, 2,9 % qu'elle est assez faible et 5,9 % très faible. Tous les quartiers font largement état d'une exposition inexistante. Koulouba présente le plus grand nombre d'exposés (5 %), tandis qu'à Marcoussis, aucune des personnes interrogées dans ce quartier ne s'est été exposée au trafic d'armes à feu.

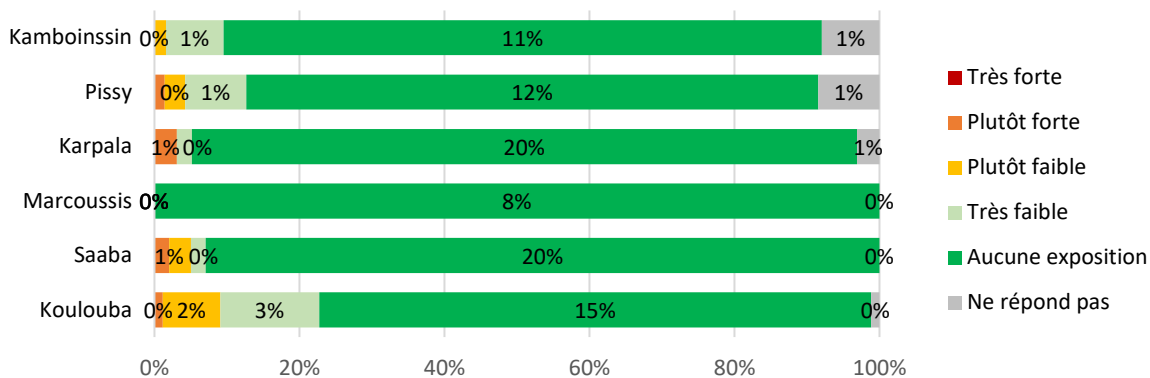


Figure 31. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic d'armes à feu

S'agissant de l'exposition au risque d'enlèvement, 22 % des Ouagalais affirment y être sujets (fortement ou faiblement). Toutefois, la majorité (68 %) disent ne pas sentir être exposés à un risque d'enlèvement. Pissy abrite le plus grand nombre d'exposés à ce type de trafic, indifféremment du niveau d'exposition (9 %).

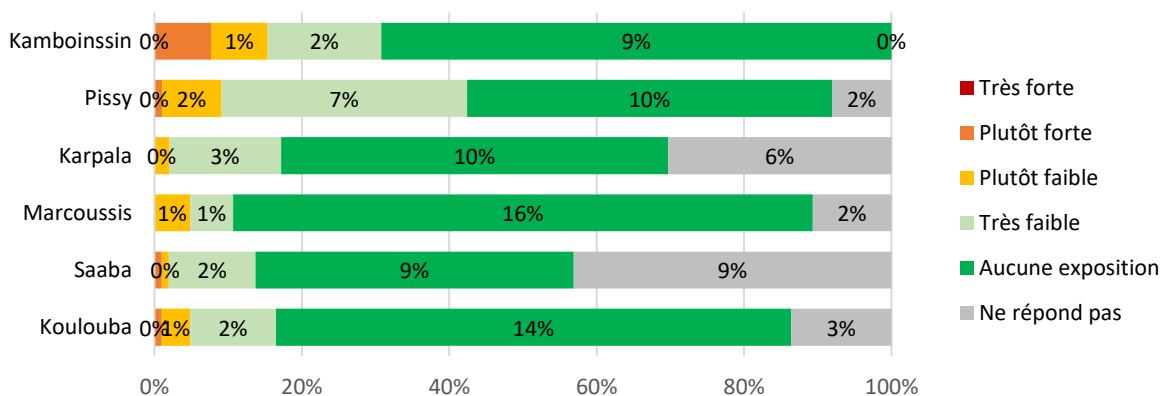


Figure 32. Classement des quartiers selon l'exposition au risque d'enlèvement

Concernant le déplacement forcé, l'exposition est encore plus faible : 91 % des enquêtés affirment ne pas en avoir subi lors des 12 derniers mois. Aucun des quartiers de l'étude ne fait état d'une exposition forte ou modérée. Seuls Koulouba (3 %), Pissy (2 %) et Karpala (1 %) recensent des cas d'exposition faible à très faible. Saaba (21 %) et Karpala (20 %) présentent le plus grand nombre d'enquêtés qui ne subissent aucune exposition à un risque de déplacement forcé.

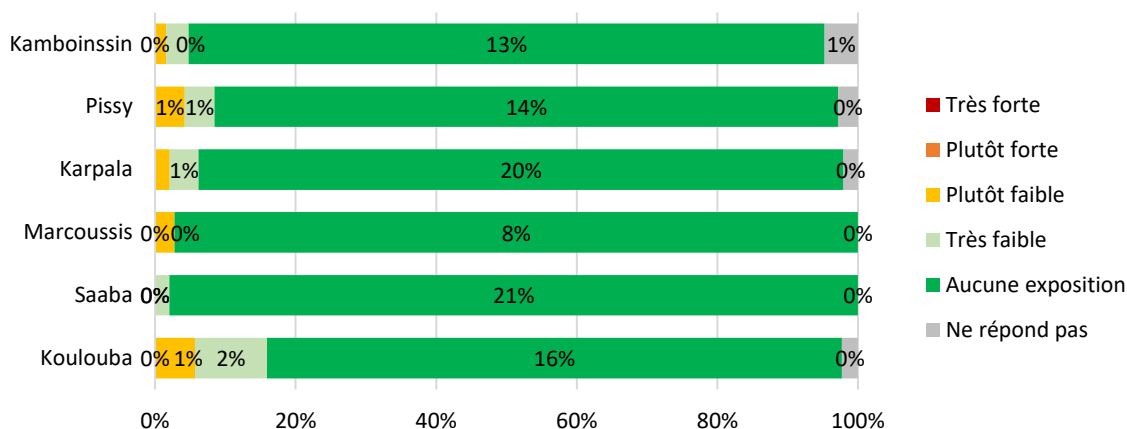


Figure 33. Classement des quartiers selon l'exposition au risque de déplacement forcé

L'analyse de l'exposition des populations à des violences politiques et électorales dépend beaucoup du statut quo politique du pays. Elle est notamment tributaire des dernières échéances électorales, s'ils ont eu lieu. La situation montre une très faible exposition à mesure que 90 % des enquêtés affirment n'avoir été exposés à aucune violence politique ou électorale durant les 12 derniers mois. Seuls 8 % affirment y avoir été faiblement exposés.

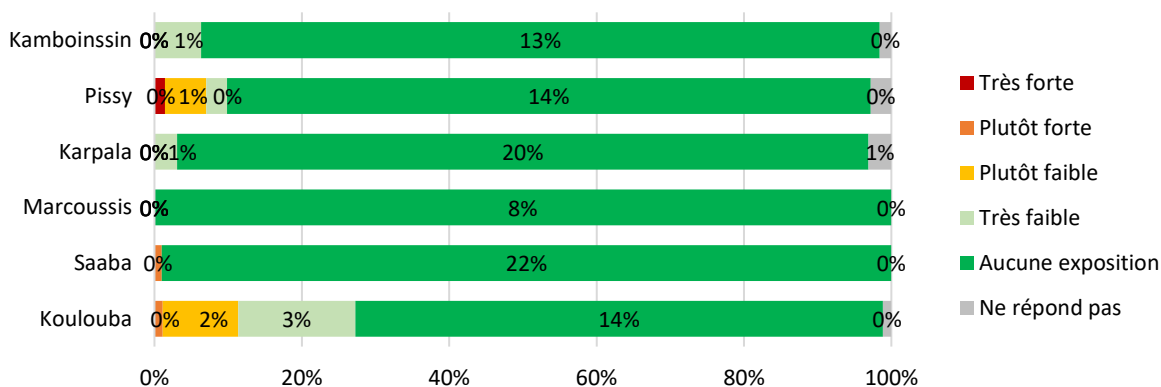


Figure 34. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences politiques ou électorales

Les violences liées à l'extrémisme violent se réclamant de l'islam renvoient au contexte sahélien de manière générale. Cette analyse renseigne sur le niveau de perception des violences par les Ouagalais. Le résultat est très éloquent dans la mesure où 95 % des Ouagalais enquêtés disent ne pas avoir été exposés à une quelconque violence relative à l'extrémisme se réclamant de l'islam. Les 3 % qui affirment y avoir été faiblement exposés sont répartis à Koulouba (2 %), et Karpala (1 %).

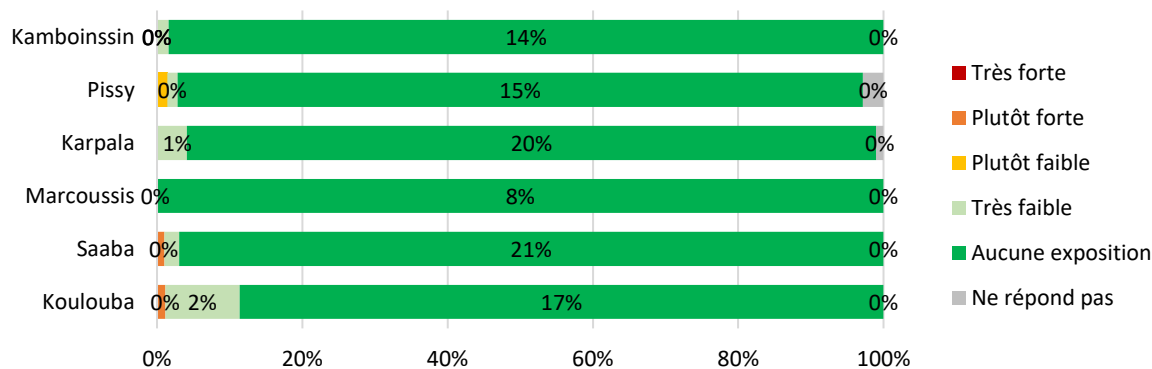


Figure 35. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences extrémistes se réclamant de l'islam

Les violences intercommunautaires sont également faiblement ressenties par les populations de Ouagadougou : 94 % affirment ne pas être exposés à ces formes de violence et 4 % seulement disent y être faiblement exposés. Ces derniers sont répartis entre Koulouba (2 %), Karpala (1 %) et Pissy (1 %).

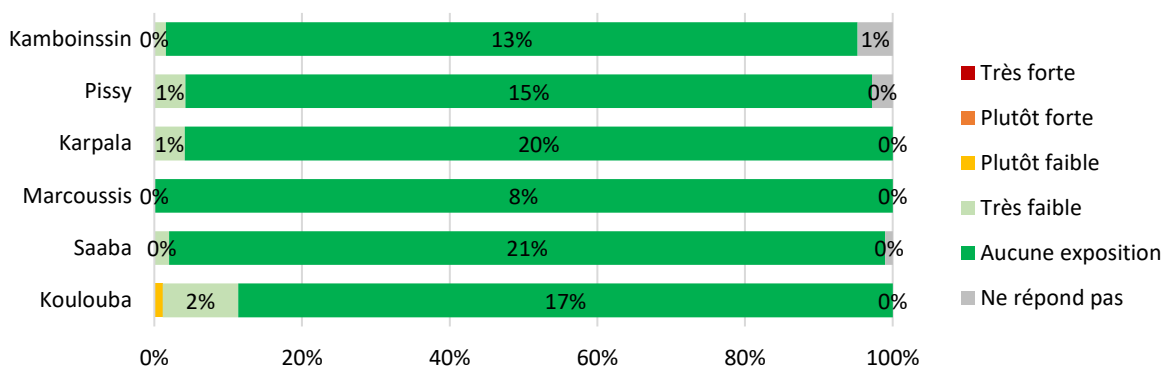


Figure 36. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences liées à des conflits armés interethniques ou intercommunautaires

Au sujet de l'exposition aux attentats terroristes durant les 12 derniers mois, 90 % ont répondu ne pas avoir été exposés. Il faut noter toutefois que les 8 % ont été exposés à un attentat terroriste dont 7 % faiblement et 1 % fortement. Les 4 % de ceux qui confirment l'exposition résident à Koulouba.

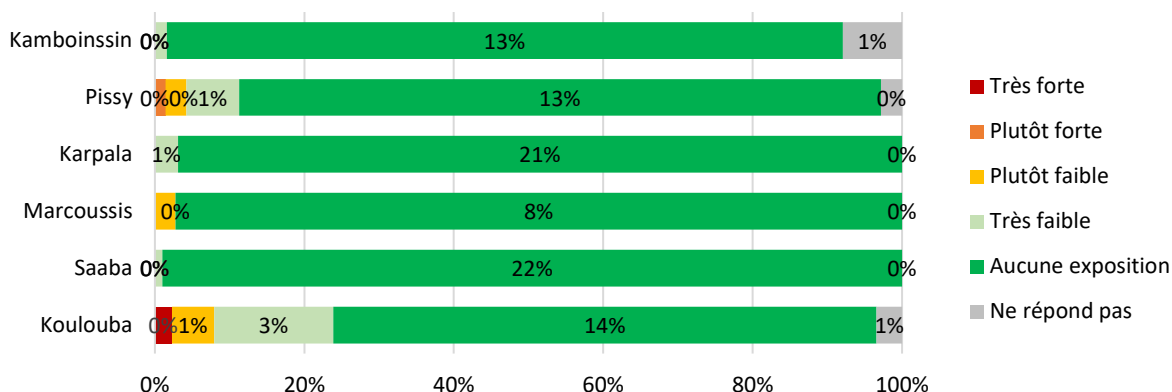


Figure 37. Classement des quartiers selon l'exposition à un risque d'attentat terroriste

De manière générale, les Ouagalais se sentent plus exposés à la prostitution et au trafic de drogue. Ils estiment être moins sujets à des violences communautaires ou liées à l'extrémisme.

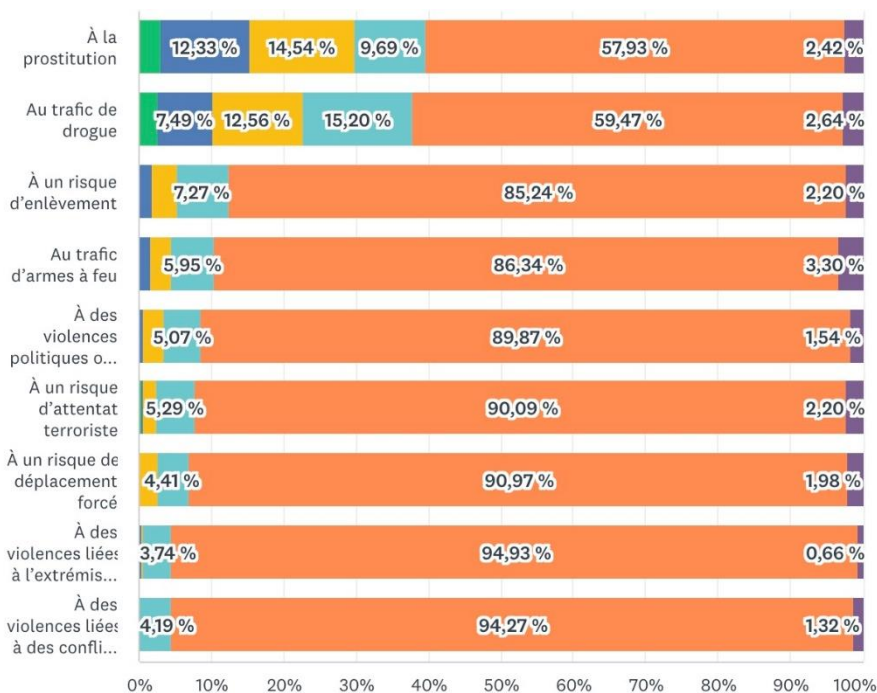


Figure 38. Répartition des niveaux d'exposition aux différents types de violence

2.4. Une confiance assurée aux forces de l'ordre

Pour analyser les perceptions liées à l'action publique sécuritaire de l'État, nous considérons l'action de défense militaire, le contrôle par la police, le maintien de l'ordre par la gendarmerie et la lutte contre divers trafics par les douanes. Selon cet indice, Ouagadougou est en situation de sécurité bonne (6,73). L'ICS liée à la

perception de l'action publique sécuritaire de l'État, bien que moins bonne que ceux de la victimation et de l'exposition aux violences, maintient globalement Ouagadougou en bonne situation sécuritaire. Toutefois, tous les quartiers ne sont pas au même niveau de satisfaction concernant l'action publique sécuritaire. En guise d'exemple, Karpala est placé en situation de sécurité médiocre (2,85) et Pissy en situation de sécurité mauvaise (5,40). Tandis que Marcoussis (9,06) et Kamboinssin (9,29) sont en situation de sécurité excellente selon l'appréciation citoyenne de l'action publique sécuritaire.

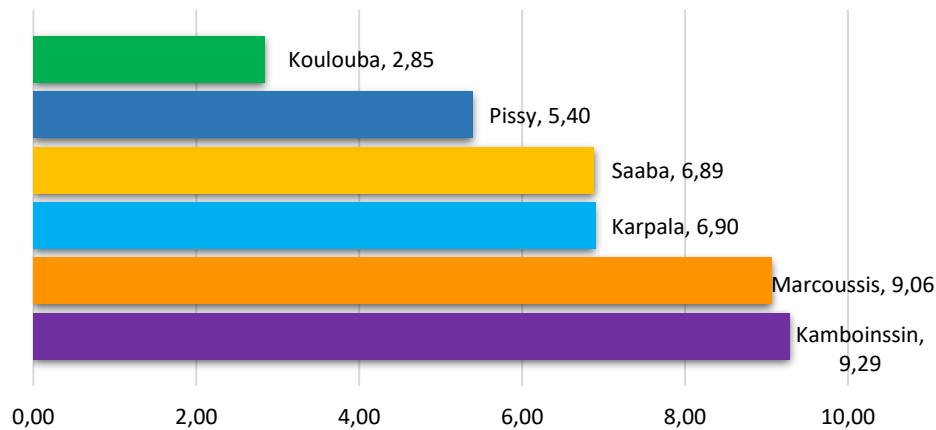


Figure 39. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire de l'État

Si l'on considère les différents secteurs de l'action publique sécuritaire individuellement, l'on se rend compte que la défense militaire, la surveillance publique et le maintien de l'ordre sont globalement bien appréciés par les populations avec respectivement 76 %, 75 % et 71 % qui estiment que ces actions sont fortes, bonnes et satisfaisantes. Parallèlement, les avis sur la lutte contre le trafic sexuel et la prostitution et ceux sur la lutte contre la drogue et les armes sont moins tranchés. Respectivement, 36 % et 31 % des enquêtés considèrent comme faible et pas satisfaisant la lutte contre le trafic sexuel et la prostitution, et celle contre la drogue et les armes. C'est presque autant que ceux qui les considèrent comme positives : respectivement 35 et 40 %. Il faut aussi noter le fait que l'action de l'État contre l'un ou l'autre de ces trafics est méconnue par 28 % des enquêtés.

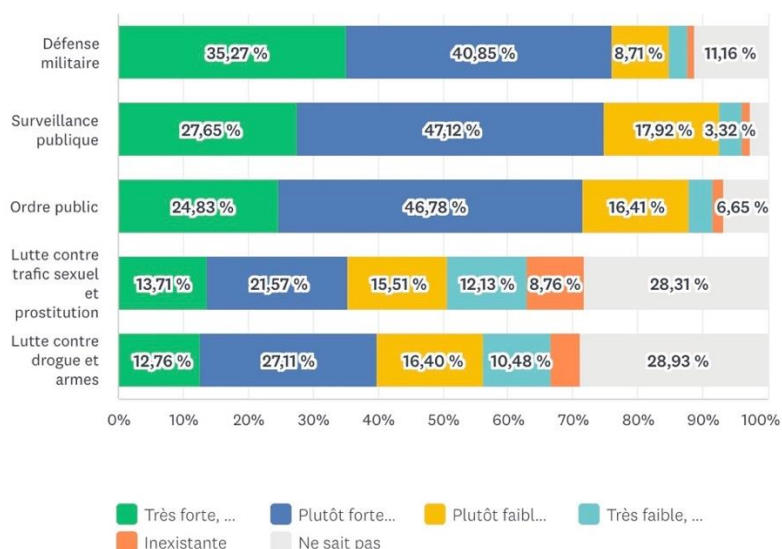


Figure 40. Répartition des répondants selon le niveau de satisfaction par type d'action sécuritaire étatique

L'appréciation de l'action publique sécuritaire est fortement corrélée à la confiance que les populations ont des services sécuritaires de l'État. En effet, l'armée bénéficie de la confiance de 88 % des Ouagalais (51 % ont une totale confiance, 18 % une forte confiance et 19 % une confiance modérée en l'armée burkinabé). La gendarmerie et la police bénéficient aussi de la confiance de plus des trois quarts des enquêtés : 78 % vouent une confiance forte à la gendarmerie et 77 % à la police. Cependant, la confiance en la justice est moins marquée. Bien que 49 % des Ouagalais ont une confiance totale à plutôt forte en leur justice, 20 % d'entre eux témoignent d'une confiance faible et ce sont un peu plus de 17 % des personnes interrogées qui n'ont aucune confiance en la justice de leur pays. Ce manque de confiance est encore plus grand à l'endroit des institutions politiques en lesquelles 24 % des Ouagalais ont une confiance faible et 29 % n'en ont aucune confiance.

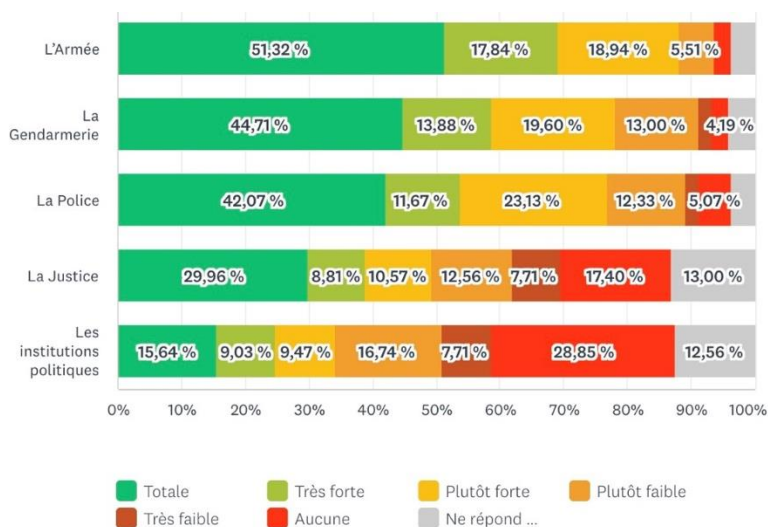


Figure 41. Répartition des enquêtés selon le niveau de confiance par acteur sécuritaire étatique

2.5. Une contribution des partenaires sécuritaires externes fortement dépréciée

Si l'action sécuritaire de l'État est globalement bien appréciée par les Ouagalais, la contribution des acteurs internationaux est très loin de l'être. En effet, l'ICS relatif à l'action sécuritaire interétatique ou étrangère est de -5,90. L'appréciation est défavorable dans tous les quartiers de Ouagadougou, particulièrement à Koulouba (-8,35), Pissy (-7,29), Marcoussis (-6,85), Kamboinssin (-5,83), Karpala (-4,04) et Saaba (-3,04).

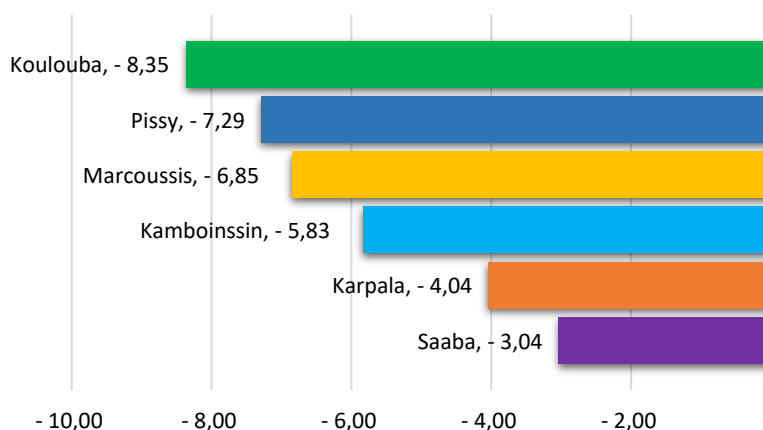


Figure 42. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire internationale

Les acteurs internationaux en question sont la CEDEAO, l'UE, l'UA, l'ONU et les USA. Sans exception, les Ouagalais estiment majoritairement que leur action est faible à inexistante. La CEDEAO est la moins appréciée (68 %), suivie de l'UE (60 %), des USA (59 %), puis de l'UA et de l'ONU (58 %). Concernant les appréciations positives, l'ONU arrive en tête (15 %), suivie de l'UA (12 %), de la CEDEAO (10 %) et de l'UE et des USA (8 % chacun). Il est aussi important de souligner le taux d'ignorance de l'action sécuritaire de ces acteurs qui concerne une moyenne de 25,4 % des personnes interrogées.

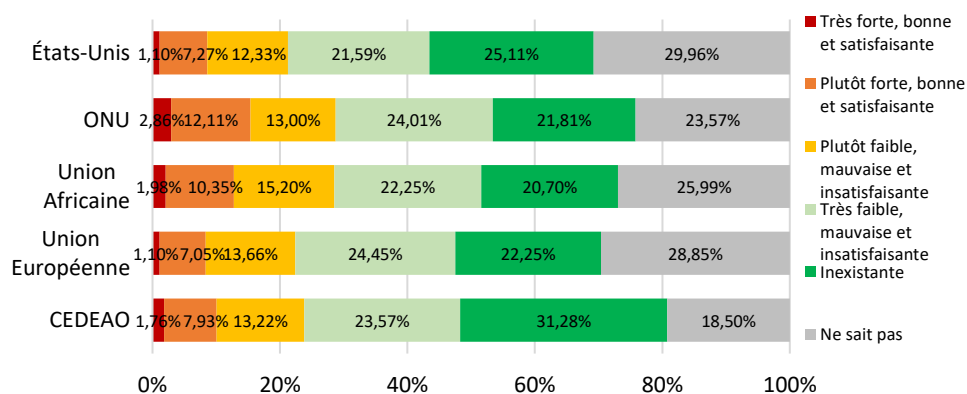


Figure 43. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire internationale

2.6. Une action sécuritaire citoyenne valorisée

L'approche de la sécurité humaine à travers le BCS place le citoyen au cœur de la l'analyse sécuritaire en intégrant les populations comme actrices, notamment à travers les différentes institutions qui les représentent telles que les associations citoyennes locales et nationales, les institutions religieuses et les ONG d'une part, mais aussi à travers la citoyenneté de chaque individu interrogé. Le contrôle de l'action publique sécuritaire consiste en la surveillance et à l'évaluation des politiques publiques sécuritaires. Loin de se résumer à une demande de comptes à l'autorité centrale, elle comporte tout un potentiel de prise d'initiatives encadrées en matière de sécurité publique

Cette partie de l'analyse n'est peut-être pas aussi décisive dans la détermination de l'ICS que les autres variables telles que la victimation ou l'action étatique. Elle offre cependant une opportunité réelle de mesurer l'efficacité de l'action citoyenne et d'évaluer son potentiel.

Cette action est globalement bien appréciée par les Ouagalais. La moitié d'entre eux (50 %) estime que l'action des organisations civiles et citoyennes est globalement bonne. Toutefois, 30 % pensent qu'elle est mauvais voire inexistante, pendant que 20 % ne parviennent pas à l'apprécier.

Il est utile de préciser que l'action sécuritaire des citoyens en tant que tels, est la mieux appréciée avec 68 % des personnes interrogées qui perçoivent l'action sécuritaire des citoyen-ne-s du pays comme forte, bonne et satisfaisante.

L'action sécuritaire des autorités religieuses est appréciée positivement par 65 % des enquêtés. L'action des associations locales et nationales est bien appréciée respectivement par 22 % et 40 % des enquêtés. Il est cependant utile de souligner l'appréciation majoritairement négative des ONG par 48 % des enquêtés, contre 42 % qui estiment que leur action est positive.

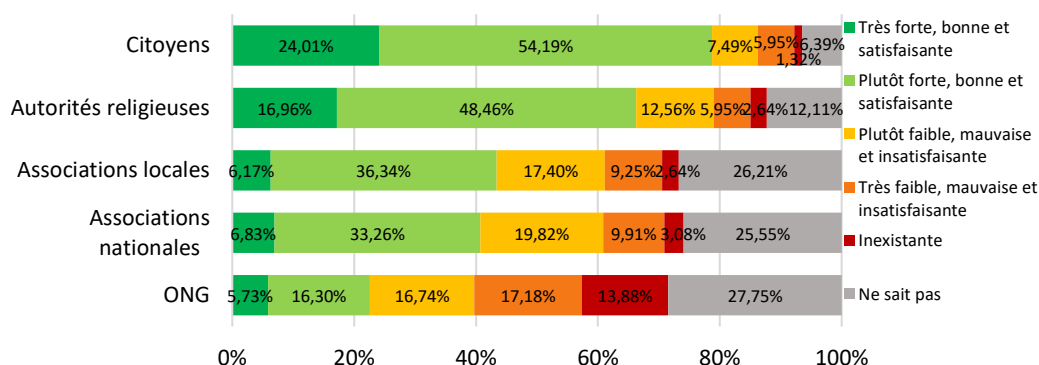


Figure 44. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire des OSC

L'appréciation du rôle des citoyens en matière de sécurité est évaluée selon son utilité, son efficacité et ses limites éventuelles. L'analyse montre que, selon les personnes interrogées, ce rôle est vraiment et très utile (86 % des enquêtés), vraiment et très efficace (73 %). En revanche, 68 % estiment que ce rôle est vraiment, très ou un peu limité, pendant que 20 % pensent que ce rôle n'est pas du tout limité. L'efficacité est aussi remise en question par 24 % des enquêtés qui estiment qu'elle est faible ou inexistante.

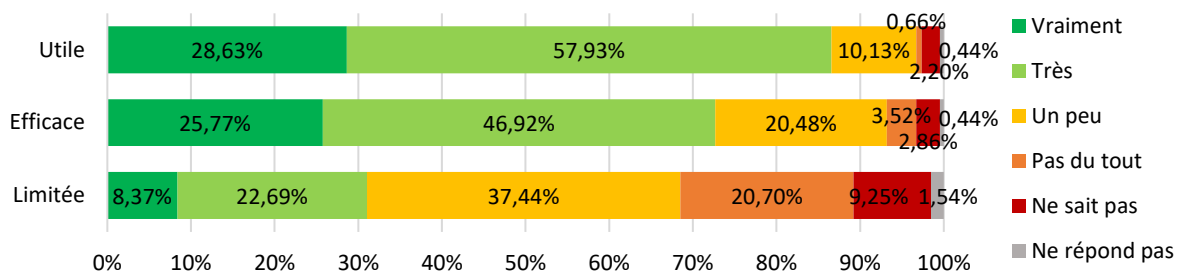


Figure 45. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du rôle sécuritaire citoyen

Pour 38 % des enquêtés, le contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire est nécessaire. Elle est indispensable pour 25 % et utile pour 15 % d'entre eux. Seuls 4 % estiment que cette action est impossible.

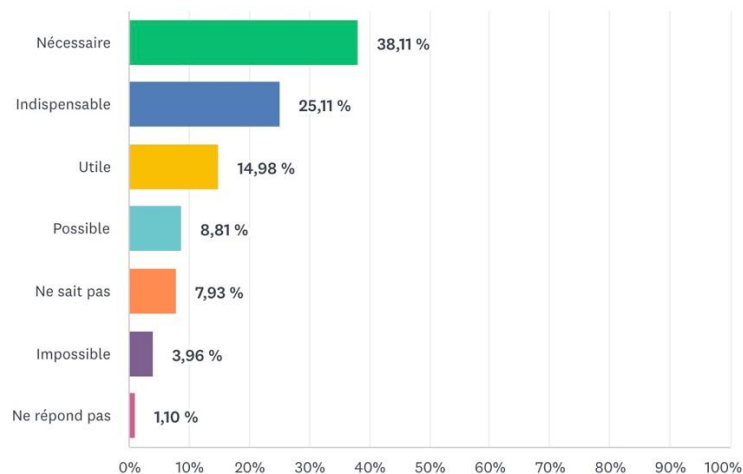


Figure 46. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire

L'implication des citoyens à la gouvernance sécuritaire peut aller de la prévention (amélioration de la cohésion entre habitants, alertes) à la résolution de problèmes sécuritaires (initiatives citoyennes pour la paix et la sécurité). L'avantage de l'approche de la sécurité humaine en bottom-top réside dans le fait que la sécurité n'est plus

considérée que du point de vue militaire ou policière. Elle comporte toute une dimension liée au bien-être dans les quartiers comme la question de l'accès aux services sociaux de base, entre autres. Il est aussi utile de préciser qu'au Burkina Faso, l'implication des citoyens à la gouvernance et la gestion sécuritaire est consacrée par l'adoption du concept de la police de proximité encadré par des référentiels politico législatifs et administratifs tels que la loi 032-2003 relative à la sécurité intérieure qui est la clé de voûte de la police de proximité. Ce modèle est consacré pour garantir la sécurité des personnes et des biens et le maintien de la sécurité et de la paix. Selon l'article 8 de cette loi, la police de proximité consiste à intégrer au mandat opérationnel des forces de sécurité intérieure, la participation des communautés dans la gestion de la sécurité et de la criminalité à travers l'identification concertée des problématiques locales de sécurité, la recherche de solution et leur participation.

Globalement, les incivilités et la délinquance sont les principales préoccupations des populations, suivies par la criminalité organisée et les violences sexuelles. L'enquête révèle que, bien qu'il y ait des variations dans la perception de la sécurité entre les différents quartiers, les préoccupations communes incluent la délinquance, les incivilités et l'accessibilité aux forces de sécurité. Ces résultats soulignent la nécessité d'améliorer les mesures de sécurité et la fourniture de services de base dans ces quartiers pour augmenter la perception de sécurité et le bien-être général des habitants. Ces perceptions sont complétées par celle sur l'action de l'État en matière de sécurité que nous abordons dans la partie suivante.

3. Les résultats de l'enquête sur l'utilisation de la force étatique et OMP

3.1. Burkina Faso : facteurs de fragilité et d'instabilité

Le Burkina Faso est un exemple parfait de la manière dont une gouvernance fracturée peut conduire à une escalade des conflits armés. Le système politique est largement brisé, laissant l'armée comme seule source de cohésion. Pourtant, l'absence de cohésion sociale et une gouvernance inefficace sapent les efforts pour contrer les groupes armés qui utilisent les fragilités entre les communautés, entre la population et l'État, et les confessions religieuses pour recruter des jeunes dans leurs rangs.

Depuis 2020, les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), un groupe de volontaires civils, sont devenus un composant crucial des opérations de maintien de l'ordre et militaires pour renforcer la lutte anti-terroriste. Cependant, ces volontaires, souvent utilisés comme forces de première ligne, manquent de formation et de ressources adéquates. Cette nouvelle force, adhérente à l'État, représente jusqu'à

présent une source de division dans la société. Certains considèrent que cette milice renforce l'autoritarisme et génère une division communautaire, car ses rangs sont principalement composés d'une seule communauté, ce qui conduit à une plus grande fragmentation sociale. Beaucoup de VDP sont en réalité des « Koglweogo avec la bénédiction de l'État ». Ces forces supplétives, issues des communautés fulbé, gourmantché, gourounsi et surtout mossi, ont été très critiquées et se sont rendues coupables de nombreuses exactions au cours des dernières années.

Pendant ce temps, les responsables militaires restent dans des zones urbaines plus sûres, laissant aux volontaires non formés le poids des combats. Malgré ces forces de sécurité, l'escalade de la violence empêche l'État burkinabé de contrôler l'ensemble du territoire.

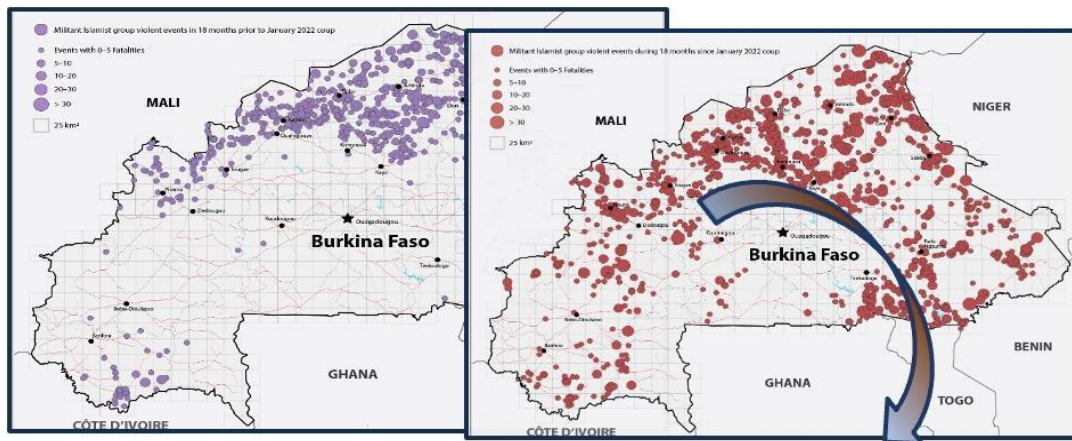


Figure 47. Jihadist violence before and after the coups in Burkina Faso (2022). Source : Africa Center for Security Studies

Cette militarisation sans gouvernance efficace exacerbe les tensions ethniques et érode la confiance dans l'État, créant un cycle de violence et d'instabilité qui empêche l'établissement d'une paix durable. L'utilisation des VDP pour faire face aux problèmes d'extrémisme violent est en train d'approfondir les divisions au sein de la société burkinabé. Qu'ils sont les groupes armés qui représente la menace pour l'État ?

Parmi les groupes armés, les djihadistes sont les plus étendus au Burkina Faso. Selon l'indice mondial du terrorisme 2024, le Burkina Faso est classé comme le deuxième pays où le terrorisme est le plus actif, juste derrière l'Afghanistan. En 2023, le pays a enregistré 1 907 décès liés au terrorisme, représentant 25 % du total mondial⁷. Cette situation dramatique est exacerbée par le fait qu'environ 30 % du territoire burkinabé

⁷ Voir : https://afrique.le360.ma/societe/indice-mondial-du-terrorisme-2024-deux-pays-africains-dans-le-top-3_S2BGJ2DO6FHHTJRFPL7RRKE2CU/

échappe au contrôle de l'État⁸. Dans ces zones, la population est confrontée à de nombreux problèmes de gouvernance. Les habitants doivent soit accepter les règles imposées par les groupes armés, soit tenter de se gouverner eux-mêmes. Ce dernier aspect est particulièrement significatif car il marque un retour aux systèmes de gouvernement précoloniaux, où les structures traditionnelles et coutumières jouent un rôle central dans la gestion des affaires locales.

Les groupes djihadistes, notamment le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) affilié à al-Qaïda, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), sont les principaux acteurs de cette insécurité. Sous la domination de l'organisation JNIM, d'autres groupes armés locaux, tels que la katiba de Hanifa, opèrent également dans des régions moins touchées par le terrorisme mais avec une capacité d'action significative. Cela inclut l'est du Burkina Faso, une zone riche en biodiversité, caractérisée par des parcs naturels où d'autres groupes violents liés au braconnage affrontent les forces de sécurité de l'État. En avril 2023, la katiba de Hanifa a mené deux attaques majeures dans cette région.

La première attaque a eu lieu à Tagou, où des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ont été pris pour cible, entraînant la mort de trois d'entre eux et de 28 civils. La deuxième attaque s'est produite à Ougarou, où un détachement militaire a été attaqué, causant la mort de 33 soldats et de 40 militants. Ces attaques ont propulsé le JNIM au centre de l'agenda sécuritaire dans l'est du Burkina Faso. La région, déjà marquée par une riche biodiversité et des parcs naturels, est devenue un terrain de confrontation entre les groupes armés et les forces de sécurité de l'État. Les groupes djihadistes exploitent les frontières poreuses et les faiblesses de l'État pour étendre leur influence et contrôler des territoires. Ils financent leurs opérations par des activités criminelles telles que l'exploitation illégale de l'or, le vol de bétail, et d'autres trafics transnationaux.



⁸ Discours du Premier Ministre sur l'état de la nation de mai 2023 et discours du Ministre de la défense du 07/08/2024

En conséquence, il y a trois sources de revenus pour les groupes armés qui déstabilisent l'économie formelle en détournant les ressources et les profits vers le marché noir⁹. Premièrement, l'exploitation minière artisanale. Deuxièmement, l'exploitation du bétail, dont le vol fournit des revenus et des ressources à ces groupes, permettant d'approvisionner les combattants et impactant sévèrement les moyens de subsistance des communautés locales dépendantes de l'élevage. La perte de bétail affecte notamment cette économie locale et génère des tensions et des conflits entre les communautés, exacerbant l'instabilité régionale. En plus de l'exploitation minière illégale et du vol de bétail, ces groupes s'engagent dans d'autres crimes environnementaux transnationaux tels que le trafic de faune et l'exploitation forestière illégale, exploitant les ressources naturelles et générant des revenus supplémentaires.

Les routes de trafic à travers le corridor Burkina-Mali permettent à ces groupes de disparaître comme des fantômes dans le désert, car ils sont profondément enracinés dans le contexte local. Dans ce contexte, les perceptions sécuritaires de la population du Burkina Faso sont influencées par divers facteurs, notamment les attaques armées, le terrorisme et la criminalité organisée, qui exacerbent la méfiance envers les autorités étatiques (Cf.). En ce qui concerne la confiance dans la gouvernance sécuritaire, elle est significativement plus élevée pour les institutions africaines que pour les institutions non africaines. **En effet, 69,60 % des personnes interrogées font confiance aux institutions africaines, tandis que seulement 10,57 % font confiance aux institutions non africaines.** Ce chiffre suggère que la population a plus de foi dans les solutions locales pour gérer la sécurité. En détail, 34,36 % des personnes interrogées expriment une confiance totale dans la gouvernance de la sécurité africaine, et 25,77 % ont une confiance assez forte. Cependant, 25,11 % montrent peu ou pas de confiance, ce qui indique des domaines à améliorer.

La forte méfiance envers la sécurité non africaine (81,28 %) pourrait être influencée par des nouvelles expériences au Mali et Niger sur le plan politique qui ont généré du scepticisme envers les interventions étrangères. La majorité des personnes interrogées (54,19 %) n'ont aucune confiance dans la gouvernance de la sécurité non africaine. Seulement 10,57 % montrent un niveau de confiance significatif, avec 5,73 % exprimant une confiance totale et 3,52 % une confiance modérée. Ce haut niveau de méfiance suggère que les interventions étrangères ne sont pas perçues comme efficaces ou bénéfiques par la majorité de la population.

⁹ Entretien avec expert sécuritaire de l'ambassade des États Unis au Burkina Fasso. Janvier 2024.

De plus, les données spécifiques sur le G5 Sahel et la France renforcent cette méfiance. En ce qui concerne le G5 Sahel, seulement 2,86 % des personnes interrogées se sentent très satisfaites de son rôle, tandis que 39,65 % se sentent très insatisfaites. En ce qui concerne le rôle de la France dans la sécurité du Sahel, 77,97 % des personnes interrogées se sentent très insatisfaites. Ces données indiquent une perception négative significative envers les opérations de sécurité étrangères dans la région excepte la Russie qui émerge comme l'acteur le plus fiable, avec 65,42 % des répondants faisant confiance à sa capacité à aider, suivie par l'Union européenne (54,19 %). Cependant, 38,33 % des participants estiment que les opérations militaires internationales contribuent à l'augmentation de la violence, tandis que 35,90 % ne sont pas d'accord.

Face à cette situation, la confiance relativement élevée dans la sécurité africaine (69,60 %) indique une opportunité de renforcer et d'améliorer encore les institutions locales, en tirant parti de la confiance existante. Cela est crucial pour aborder les préoccupations de sécurité de manière efficace et durable. La perception positive envers les institutions africaines peut être un point de départ pour mettre en œuvre des politiques et des stratégies qui renforcent la sécurité locale, favorisant la cohésion sociale et la stabilité.

3.2. Résolution des conflits : qui et comment ?

Dans ce contexte de perception positive des dispositifs locaux de gestion des conflits, les chefs coutumiers se positionnent plutôt bien. En effet, la gestion des conflits dans certains territoires (notamment ruraux) est souvent assurée par des structures traditionnelles qui reprennent des pratiques de l'époque précoloniale. Les chefs traditionnels, qui connaissent bien les dynamiques locales et jouissent de la confiance des communautés, deviennent des figures d'autorité essentielles. Cette résurgence des systèmes de gouvernement traditionnels est une réponse à l'absence de l'État et à l'incapacité des autorités centrales à fournir des services de base et à assurer la sécurité.

Dans ce contexte, l'enquête offre des résultats très intéressants sur le rôle que les acteurs non étatiques liés à des institutions religieuses peuvent jouer dans la résolution des conflits armés, politiques, sociaux ou de toute autre nature. Plus de 80 % de la population interrogée désigne le chef coutumier comme un acteur indispensable dans la résolution des conflits. Il est suivi par l'imam, avec 74,89 % dans la communauté musulmane, et un chiffre similaire de 73,13 % considère que l'Église peut jouer ce rôle efficacement dans les communautés chrétiennes. En quatrième et cinquième position

se trouvent les présidents d'associations islamiques ou les leaders de confréries religieuses, avec respectivement 54,8 % et 44,7 %.

Concrètement, lorsqu'on demande à la population quel type de rôle ces acteurs religieux doivent jouer, plus de la moitié des personnes interrogées affirment que les acteurs religieux doivent s'impliquer activement, en assumant une responsabilité de contrôle de la citoyenneté, en dirigeant un discours et en médiant directement au nom de l'État. En effet, 51,98 % de la population répond qu'un acteur religieux doit « porter un discours public » dans la résolution des conflits. Cela signifie qu'ils attendent de ces figures religieuses qu'elles utilisent leur influence et leur plateforme pour promouvoir la paix et la réconciliation. À travers des discours publics, les leaders religieux peuvent plaider pour la résolution pacifique des conflits et l'importance du dialogue et de la compréhension mutuelle. Une des figures marquantes dans le paysage du Burkina Faso qui appelle au dialogue dans ce contexte de tension sécuritaire est Issaka Sourwema, socio-anthropologue et chef traditionnel de Dawelgué. Il a plaidé en faveur d'un « nouvel ordre politique, social et religieux en rupture totale avec le modèle républicain ».

Pour cela, il est fondamental de passer en revue le plan institutionnel, religieux et associatif. Cela exige de réaliser un focus sur les trois principales religions au Burkina Faso : le christianisme, l'islam et les religions traditionnelles africaines. Nous approfondirons ce point dans la section consacrée à la sécurité religieuse, en nous basant sur les données recueillies lors de l'enquête. De plus, ils possèdent une légitimité morale au sein de la communauté, ce qui permet à leurs discours publics d'orienter la communauté sur des valeurs éthiques et morales favorisant la coexistence et le respect. En parlant publiquement, les acteurs religieux peuvent mettre en lumière les problèmes sous-jacents aux conflits et proposer des solutions basées sur des principes religieux et humanitaires. Enfin, un point très sensible et important est qu'au-delà de porter le discours, ce qui est largement souhaité par la population, 48 % des personnes interrogées souhaitent également que les acteurs religieux jouent un rôle direct dans la médiation avec l'État pour une meilleure efficacité dans la résolution des conflits. Ce chiffre est fondamental car il permettrait d'unir les différents groupes au sein de la communauté, en promouvant la cohésion sociale et la solidarité. Cependant il faut noter que ces responsables sont souvent pris pour cible par les terroristes et font l'objet de représailles et d'assassinat car leur position de neutralité est souvent mise en cause, sinon incomprise. Les récents événements de Solenzo de mi-novembre 2024 où le responsable coutumier a été lynché par une foule en colère en est une bonne illustration.

3.3. Le défi de la cohésion sociale

Le grand défi actuel du Burkina Faso est précisément de promouvoir la cohésion sociale. Les préjugés contre les Peuls sont très présents dans l'espace public de la capitale, où de nombreux déplacés peuls ont fui la violence perpétrée par des groupes armés.

Les Peuls se trouvent souvent au cœur des conflits fonciers liés à l'accès à l'eau, aux pâturages et aux rivalités entre les éleveurs transhumants, traditionnellement Peuls, et les autres communautés d'agriculteurs. Cependant, la violence dirigée contre les Peuls est une réalité quotidienne. Non seulement ils subissent la violence des terroristes, des forces de défense et de sécurité et des VDP, mais aussi sont stigmatisés par les autres composantes de la population. Sur les routes, les peuls sont souvent soumis à des fouilles plus rigoureuses que les autres. De plus, ils sont fréquemment assimilés aux terroristes, ce qui conduit certains à appeler à leur massacre. Cette stigmatisation nécessite de manière urgente une réponse différente de l'État. Des représentants de la société civile expliquent que la pauvreté, l'exclusion et les violences infligées par les forces de l'ordre ou par des forces supplétives, au nom de la lutte antiterroriste, alimentent le ressentiment.

Au Burkina Faso, les Koglweogo et les Dozos jouent un rôle controversé. Les Koglweogo existent depuis 1996 suite à des initiatives locales nées du vide sécuritaire existant dans les zones rurales. Ils sont officiellement formés en 2015 en groupes de vigilance composés d'habitants locaux visant à contrer le banditisme. Cependant, leurs méthodes, souvent extrajudiciaires, et leur tendance à cibler les communautés peules exacerbent les tensions ethniques. Les Dozos, quant à eux, sont des confréries qui existent depuis très longtemps dans la partie occidentale du Burkina Faso, faisant frontière avec le Mali et la Côte d'Ivoire. C'est une organisation qui prône des valeurs ancestrales. La lutte contre la criminalité et la protection de l'environnement se sont greffées aux activités de la communauté des Dozo, mais ne constituaient pas à l'origine la raison d'exister de cette communauté de chasseurs traditionnels qui sont désormais impliqués dans la sécurité locale. À cet égard, les Koglwéogos et les Dozos ont une existence légale et sont considérés par le gouvernement comme des initiatives locales de sécurité¹⁰. Cependant, leur participation a parfois conduit à des abus. L'implication de ces forces d'autodéfense dans le conflit, ainsi que celle des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), a entraîné des pillages, des vols de biens et de terres, et la

¹⁰ Voir document sur la stratégie nationale de sécurité intérieure

destruction de villages peuls, poussant certains membres de ces communautés vers le terrorisme en quête de vengeance, de justice ou de protection¹¹.

4. Les résultats de l'enquête sur la "sécurité religieuse"¹²

4.1. Diversité religieuse et les nouveaux enjeux de "vivre ensemble"

L'apparition de la première organisation armée de nature djihadiste au Sahel (nord du Burkina Faso) a entraîné les premières tensions confessionnelles entre musulmans et chrétiens. Dans ce sens, le rapport du Groupe international de crise (ICG)¹³ sur « préserver l'équilibre religieux » indique que les attentats de 2016 dans la capitale marquent une profonde fracture entre deux communautés qui avaient jusqu'alors représenté un modèle de coexistence :

« Depuis plusieurs années, les responsables musulmans déplorent le faible nombre de cadres musulmans dans l'administration et estiment que l'État ne traite pas toujours le christianisme et l'islam de manière équitable. De plus, la montée de la violence de nature religieuse en Afrique de l'Ouest et au Sahel crée un nouveau contexte régional. De plus, la montée de la violence des groupes armés qui utilisent le référentiel religieux en Afrique de l'Ouest et au Sahel crée un nouveau contexte régional »¹⁴.

En 2014, la population du Burkina Faso espérait le début d'un cycle de stabilité et de démocratie après 27 ans de gouvernement de Blaise Compaoré. Cependant, la violence transnationale a commencé à s'étendre depuis le nord du Mali vers la frontière sud avec le Burkina Faso. Les organisations armées ont profité des tensions communautaires et religieuses, exacerbées par la répartition inégale du pouvoir entre musulmans et chrétiens. Le Burkina Faso se trouve à la croisée des deux grands espaces qui composent l'Afrique de l'Ouest : la région sahélienne où un islam rigoriste semble gagner du terrain, et la zone côtière marquée par l'essor de nouvelles églises protestantes qui adoptent parfois un discours relativement hostile à l'égard des autres religions. Compte tenu de la porosité des frontières et de la rapidité de circulation des

¹¹ Entretien avec expert sécuritaire de l'ambassade des États Unis au Burkina Fasso.

¹² La notion de "sécurité religieuse" se réfère en général à la protection de la liberté religieuse, à la prévention de la persécution religieuse, et à la préservation de l'ordre public en matière de croyances religieuses ; en gros à la défense des "droits religieux"

¹³ Voir : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-preserving-religious-balance>.

¹⁴ Entretien avec Olivier OUEDRAOGO, expert des questions de gouvernance politiques et sécuritaire au National Democratic Institute (NDI). Ouagadougou, janvier 2024.

idées, le pays ne peut demeurer éternellement imperméable aux évolutions qui affectent ses voisins¹⁵.

Les entretiens du LASPAD avec l'équipe de l'International Crisis Group, des organisations de la société civile et la population montrent que l'incorporation de la dimension religieuse à l'enquête semble nécessaire et urgente afin de comprendre un nouveau scénario où les musulmans et les chrétiens ne se reconnaissent plus comme avant. Il existe de la méfiance et de l'incompréhension face à tant de violence qui compromet l'Islam. « Nous ne savons pas qui tue qui ».¹⁶ « À Ouagadougou, les citoyens ne savent pas ce que signifie appartenir à une tendance religieuse ou une autre, ils ne distinguent que les chrétiens et les musulmans. Cependant, en voyant comment les dynamiques mondiales changent, la population a besoin qu'on lui parle de religion, qu'on brise les tabous et qu'on lui enseigne les pratiques et les traditions. Nous avons un problème de méconnaissance »¹⁷.

4.2. Contexte du dialogue interreligieux en situation de crise sécuritaire

Les attentats terroristes de 2016 qui ont rompu les accords de non-agression entre l'État et les groupes armés sahéliens ont créé un climat d'instabilité interconfessionnelle qui a profondément affecté la cohésion sociale, en particulier au sein de la communauté peule. Les déplacés peuls à Ouagadougou ressentent que leur ethnie est dans le viseur des forces supplétives qui soutiennent l'État dans la lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, l'identité peule est marquée par la violence, ce qui comporte des risques de conflit social qui dépassent les zones contrôlées par les groupes armés. Alors que certains craignent que porter la question religieuse dans la sphère publique puisse exacerber les différences et être instrumentalisée politiquement¹⁸, des voix au sein de l'administration publique plaident pour ouvrir le débat afin d'éviter une dérive vers l'incompréhension et le rejet de l'autre. « C'est important de séparer la violence des organisations avec une composante peul de la communauté peul »¹⁹.

¹⁵ Voir : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-preserving-religious-balance>.

¹⁶ Entretien avec Siaka Ouédraogo, consultant en extrémisme violent. Rabat, novembre 2024.

¹⁷ Entretien avec Olivier OUEDRAOGO, expert dans des questions de gouvernance politiques et sécuritaire au National Democratic Institute (NDI). Ouagadougou, janvier 2024.

¹⁸ Voir : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-preserving-religious-balance>.

¹⁹ Entretien avec l'ex-ministre Salimata Nebie Conombo. Janvier 2024.

Le dialogue interreligieux offre une opportunité pour démontrer la contribution de la religion au développement de la coexistence dans la société et au bien-être humain. Malgré leur diversité apparente, les différentes religions partagent des similitudes et des relations profondes. Ce dialogue permet aux personnes de partager leurs questions et leurs approches, s'aidant mutuellement à progresser dans leurs chemins spirituels, à approfondir et à élargir leur foi. Il implique un enracinement dans sa propre tradition religieuse et le respect du droit à la différence, évitant le syncrétisme qui pourrait occulter les différences essentielles entre les religions. L'objectif du dialogue n'est pas de supprimer ces différences, mais de les reconnaître et de les situer à leur juste place. De plus, le dialogue implique l'acceptation des différences de l'autre, le droit à la liberté de conscience et à la liberté religieuse, et la reconnaissance du lien entre ce droit et la paix.

« Il existe différentes formes de dialogue interreligieux : le “dialogue de la vie”, où les personnes vivent avec un esprit d'ouverture et de bon voisinage, partageant leurs joies et leurs peines ; le “dialogue des œuvres”, qui implique une collaboration pour le développement intégral (infrastructures, éducation, santé, etc.) ; le “dialogue des échanges théologiques”, où les spécialistes approfondissent la compréhension de leurs patrimoines respectifs et apprécient les valeurs spirituelles des autres ; et le “dialogue de l'expérience religieuse”, où les croyants partagent leurs richesses spirituelles en relation avec la prière, la contemplation et la recherche de Dieu »²⁰.

Les obstacles au dialogue interreligieux incluent des facteurs humains tels qu'un enracinement insuffisant dans sa propre foi, une connaissance insuffisante des autres religions, des différences culturelles, et un esprit de polémique. Il existe également des facteurs sociaux, comme les séquelles du passé sociopolitique de la religion, les injustices passées et présentes, et le climat religieux actuel caractérisé par le matérialisme et les disputes doctrinales. L'ancrage institutionnel du dialogue interreligieux et les actions de l'État sont fondamentaux, y compris la création de structures publiques comme le ministère établi en mars 2022.

Les frustrations parmi les musulmans existent depuis longtemps, liées au décalage entre leur poids démographique (environ 60 % de la population, contre 25 % de chrétiens et 15 % d'animistes, selon un recensement contesté) et leur faible représentation au sein de l'élite politique et administrative » (Ouédraogo, 2016). À cela

²⁰ Voir : « Le dialogue inter-religieux implique un enracinement de chacun dans sa propre tradition religieuse et le respect du droit à la différence ». Déclaration de Issaka Sourwèma, chef traditionnel et ancien ministre chargé des cultes. <https://lefaso.net/spip.php?article133525>.

s'ajoute le sentiment que l'administration favorise parfois le christianisme ou ne prend pas suffisamment en compte les intérêts des musulmans.

Cette perception peut se transformer en une revendication des groupes qui promeuvent la violence pour mettre en avant la musulmanité. C'est là que l'État doit assumer un rôle de prévention pour éviter le confessionnalisme politique. Il est crucial que l'État adopte une approche de gestion publique qui soit indépendante du poids religieux de chaque groupe au Burkina Faso. En effet, il existe un risque important de communautariser encore plus l'espace public si les politiques publiques sont perçues comme favorisant un groupe religieux par rapport à un autre.

4.3. Analyse des perceptions religieuses et de la laïcité

La dimension des perceptions religieuses et de la laïcité au Burkina Faso révèle une interaction complexe entre diverses tendances religieuses et la perception de la laïcité dans le pays. À travers les questions suivantes, on explore les opinions des citoyens sur la présence et l'activité de différents courants religieux, ainsi que leur relation et coexistence :

- Quelle est la tendance religieuse la plus présente dans le pays ?
- Quelle est la tendance religieuse la plus active dans l'espace public ?
- Comment se manifestent les relations entre les diverses tendances religieuses dans le pays ?
- Quelle est la perception générale du wahhabisme dans le pays ?
- Quelle a été la situation du soufisme traditionnel au cours des cinq dernières années ?
- Que garantit la laïcité dans le pays ?
- La laïcité est-elle un modèle positif pour le pays ?

Cette étude explore les opinions des citoyens sur la présence et l'activité de différents courants religieux, ainsi que sur leurs relations et leur coexistence. De plus, elle examine la perception générale du wahhabisme et du soufisme traditionnel, et évalue la vision de la laïcité comme modèle pour la société burkinabé. Il est important de noter que ces questions sont complexes pour une population qui peut ne pas savoir comment nommer les confréries et les tendances religieuses, nécessitant souvent une explication des questions.

En effet, plus de la moitié de la population (50,7 %) indique « Ne sait pas » à la question sur la tendance religieuse la plus présente dans le pays (soufisme, wahhabisme ou chiisme). Un chiffre similaire apparaît pour la question sur la tendance la plus active dans l'espace public, avec 49,7 % des répondants ne sachant pas répondre. Par ailleurs,

13 % des citoyens ne se prononcent pas, et 16 % considèrent que le wahhabisme est plus présent, contre 3 % qui estiment que c'est le soufisme. Une proportion significative de répondants pense qu'aucune tendance n'est plus active qu'une autre, ce qui pourrait indiquer une perception d'équilibre ou d'indifférence dans l'activité publique des courants religieux. La proportion élevée de réponses « Ne sait pas » et « Ne répond pas » révèle un manque de connaissance ou de clarté parmi la population concernant les différents courants religieux.

La majorité des répondants perçoit également une cohabitation ou une indifférence entre les différentes tendances religieuses, suggérant une coexistence pacifique ou un manque d'interaction significative. En effet, 59,7 % de la population enquêtée considèrent que la relation entre les diverses tendances religieuses dans le pays se manifeste par une « cohabitation ou indifférence ». Ce chiffre est suivi par 18,7 % des enquêtés qui signalent l'existence de rivalités entre les différentes tendances religieuses. Signalons enfin que seulement 1,1% des personnes interrogées estiment que les tendances religieuses du pays sont en confrontation ou conflit.

Enfin, la laïcité est principalement perçue comme un garant du vivre-ensemble et des libertés individuelles. La séparation de la religion et de la politique est moins mise en avant, ce qui pourrait refléter une perception de la laïcité plus centrée sur la coexistence et les libertés que sur la séparation institutionnelle. La laïcité est largement vue comme un modèle positif pour le Burkina Faso, avec une grande majorité de répondants ayant une opinion favorable. Cela suggère un fort soutien à la laïcité comme principe organisateur de la société burkinabé.

La majorité des personnes interrogées (62,3 %) perçoivent la laïcité comme principalement une garantie de la coexistence pacifique entre différents groupes religieux et culturels. Ce pourcentage élevé suggère que la laïcité est vue comme un pilier fondamental pour maintenir l'harmonie sociale au Burkina Faso. De plus, 23,1 % supplémentaires reconnaissent principalement à la laïcité une capacité à garantir les libertés individuelles, ce qui renforce la perception positive de la laïcité comme un mécanisme pour protéger les droits des citoyens.

Cependant, un petit pourcentage (1,76 %) considère que la laïcité sépare la religion de la politique, et 0,88 % pensent qu'elle organise les activités religieuses. Ces données indiquent que, bien que la majorité ait une perception bienveillante de la laïcité, il existe une minorité qui la perçoit davantage comme un instrument d'intervention et de gestion politique du religieux.

L'évaluation générale de la laïcité comme modèle pour le Burkina Faso est principalement positive. Près de la moitié des personnes interrogées (47,4 %) la considèrent très positive, et 37,9 % supplémentaires la voient comme plutôt positive. Cela indique qu'une majorité de la population (85,3 %) voit en la laïcité un modèle bénéfique pour le pays.

Néanmoins, il y a un petit pourcentage (7,5 %) qui a une vision négative de la laïcité, qu'elle soit assez négative ou très négative. Ce groupe minoritaire pourrait être influencé par des expériences personnelles ou des perceptions culturelles différentes de la majorité.

5. Les résultats de l'enquête sécurité climatique

L'enquête sur la sécurité climatique au Burkina Faso examine comment les citoyens perçoivent les événements climatiques, comme les précipitations, et les chocs extrêmes tels que la sécheresse, les inondations, les incendies et les vents violents, ainsi que leurs impacts socioéconomiques. Elle se concentre également sur les stratégies d'adaptation des populations face aux effets du changement climatique, et leur évaluation des actions de l'État en matière de gestion climatique.

Dans le contexte burkinabé, marqué par des tensions sécuritaires croissantes, les ressources naturelles comme les terres et l'eau, ainsi que les parcours pastoraux, suscitent des convoitises de divers groupes, y compris des groupes armés. Ces conflits pour les ressources exposent les agriculteurs et éleveurs à des défis multiples, étant pris entre la variabilité climatique et les menaces de groupes armés.

Cette étude intègre donc les données sécuritaires pour comprendre comment les citoyens perçoivent les évolutions climatiques, et évalue leur capacité d'adaptation et les perspectives de survie des communautés sahéniennes déjà vulnérables en raison de l'instabilité sécuritaire persistante.

5.1. Des pluies en baisse et tardives

Sur la question pluviométrique, les Ouagalais sont interrogés sur la quantité (hausse ou baisse) et le calendrier des précipitations (précocité ou retard) ces dix dernières années. Les résultats font état d'une baisse des pluies constatées par 84 % des enquêtés. En plus de cette baisse, les pluies arrivent soit très souvent (41 % des enquêtés) ou parfois tardivement (23 % des enquêtés). Toutefois, 22 % pensent que les pluies arrivent parfois précocement et 12 % estiment que cette précocité est très fréquente. Enfin, 10 % perçoivent une hausse des pluies.

Ces résultats cristallisent l'essentiel de l'impact direct des changements climatiques au Sahel. En effet, les perceptions reflètent :

- des épisodes de sécheresse plus fréquents et intenses (baisse des précipitations) ;
- une perturbation du régime pluviométrique (retard des précipitations) ;
- une instabilité climatique où les événements sont plus imprévisibles (précocité des précipitations pour certains) ;
- des événements climatiques locaux extrêmes (perceptions d'une hausse des précipitations).

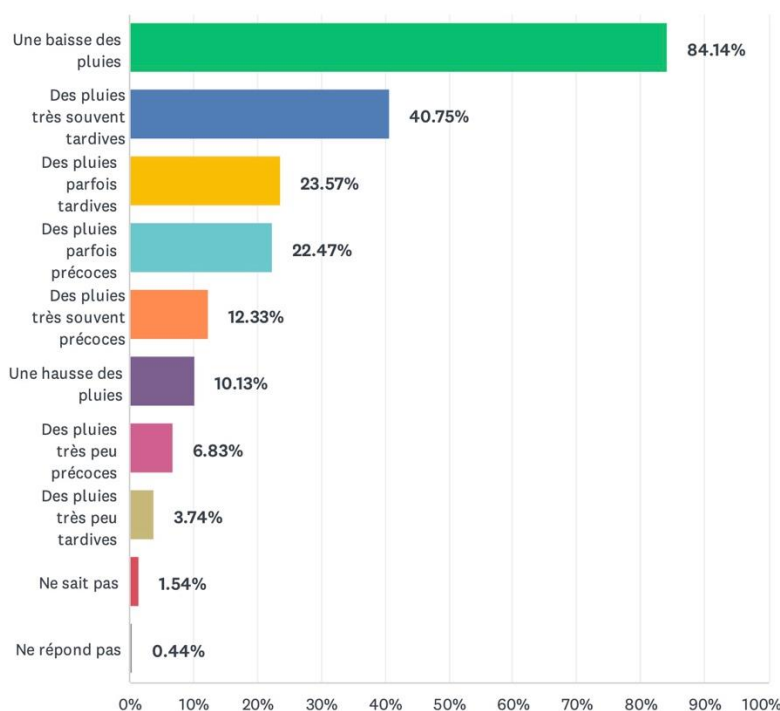


Figure 48. Perception de la pluviométrie ces 10 dernières années

Les perturbations liées à la pluviométrie ont des impacts significatifs sur l'activité agricole, le cadre de vie et la sécurité alimentaire des individus. En effet, 60 % des enquêtés affirment avoir subi les effets de la baisse des récoltes ces trois dernières années. 40 % estiment avoir été victimes de la sécheresse pluviométrique et 16 % des inondations liées aux évènements pluvieux extrêmes. Concernant l'aspect sécuritaire, 9 % affirment avoir été impliqués dans des conflits agropastoraux. Enfin, 7 % et 6 % ont subi respectivement des catastrophes naturelles (telles que les vents ou incendies) et la hausse des températures.

Ces résultats montrent en filigrane que les changements climatiques ont un impact agricole majeur dans une économie locale fortement dépendante de la pluviométrie, ce qui compromet la sécurité alimentaire des populations. Avec la récurrence des périodes de sécheresse et des inondations, les individus sont exposés aux deux extrêmes climatiques, rendant leur environnement de plus en plus imprévisible. De plus, en altérant les ressources disponibles, le changement climatique intensifie les tensions entre agriculteurs et éleveurs. Ces conflits pourraient devenir plus fréquents avec l'augmentation des pressions sur les terres et les ressources en eau. Enfin, la récurrence des incendies et des vents violents, selon une faible proportion des enquêtés témoigne de la variété des menaces climatiques auxquelles les individus sont confrontés, menaçant aussi bien leur habitat que leur santé.

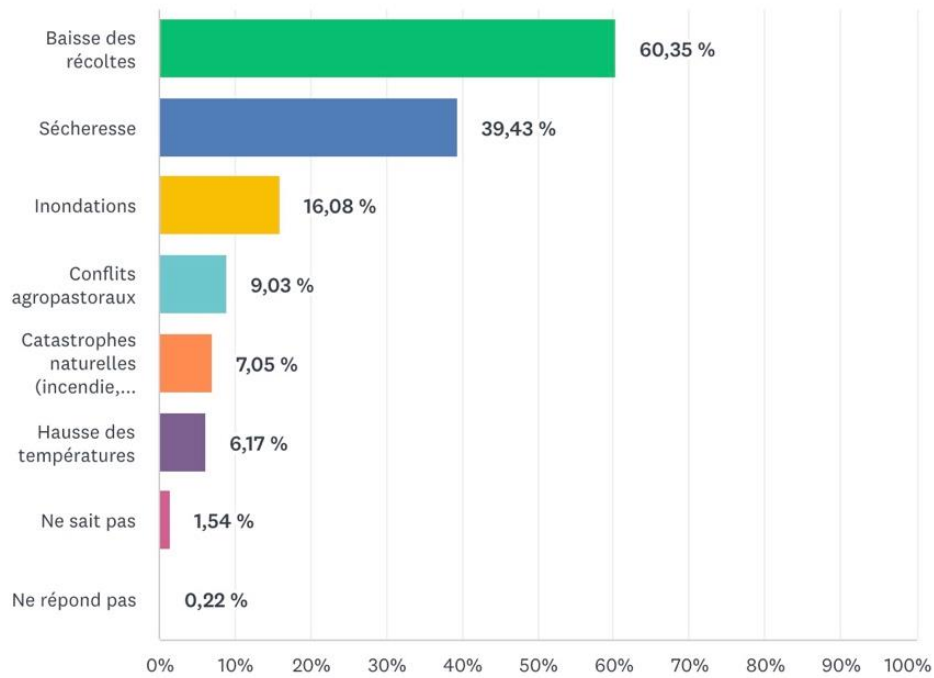


Figure 49. Principaux chocs climatiques subis ces 3 dernières années

Ces chocs climatiques ont aussi un fort impact économique pour favoriser la rareté des céréales de base et autres denrées de première nécessité. En effet, près de 90 % des enquêtés ont souligné une augmentation des prix des denrées de première nécessité. À côté, 21 % parlent de produits inaccessibles. Du point de vue des dépenses alimentaires, près de 70 % des enquêtés affirment consacrer 50 % ou plus à la nourriture :

- 37 % dépensent 50 % des revenus en nourriture ;
- 12 % y consacrent 75 % de leurs revenus ;
- et 20 % affirment que ces dépenses sont au-delà de 75 % de leurs revenus mensuels.

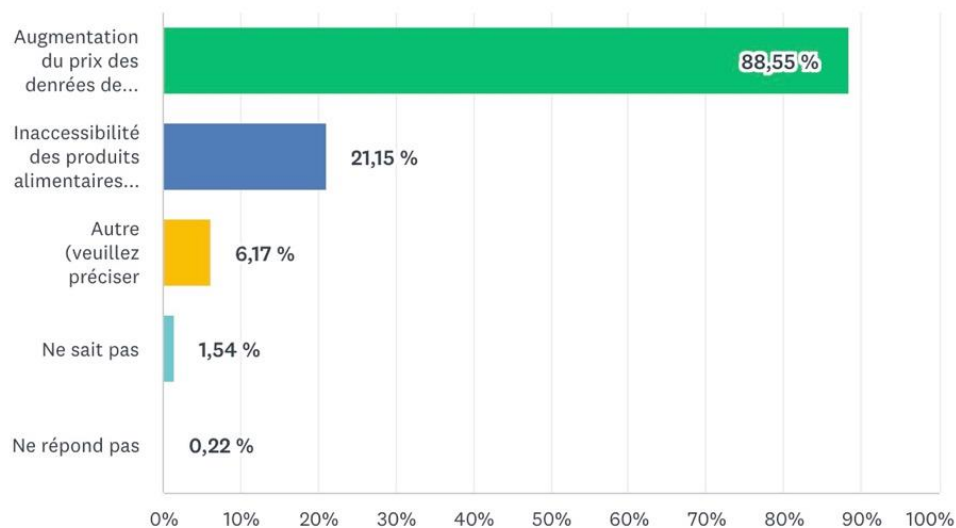


Figure 50. Conséquences sur les produits alimentaires de première nécessité

La hausse des prix des aliments de première nécessité pousse les enquêtés à trouver des stratégies. 34 % affirment recourir à des sources de revenus supplémentaires. Toutefois, 25 % réduisent tout simplement le nombre de repas, à défaut de trouver d'autres sources de revenus. Pour 19 %, c'est une modification des habitudes alimentaires journaliers en variant les aliments de base avec d'autres moins chers. Enfin, 16 % sont complètement à court de stratégies, illustrant une situation de grande vulnérabilité.

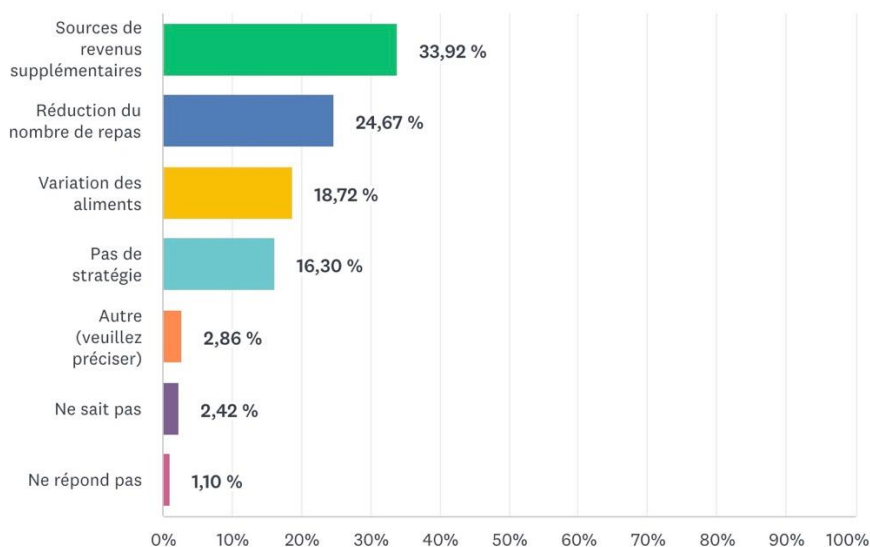


Figure 51. Stratégies d'adaptation face à la hausse des prix

Les catastrophes naturelles peuvent conduire à des déplacements forcés de populations. C'est pourquoi nous avons demandé à ces dernières s'ils avaient déménagé ces trois dernières années et quelles ont été les raisons de ce déménagement. Pour la plupart (85 %), ils n'ont pas changé de lieu de vie. En revanche, 9 % affirment avoir changé de ville. Les 5 % restants ont déménagé de leur village (1,98 %), de leur région (1,76 %) ou de leur pays (1,54 %).

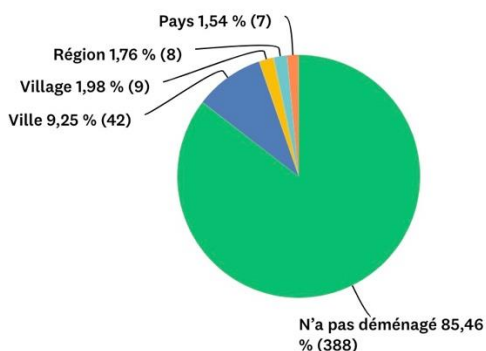


Figure 52. Répartition des enquêtés selon le changement de lieu de vie

Pour ceux qui ont affirmé avoir changé de lieu de vie, on constate pour l'écrasante majorité que ce n'est pas à cause de la sécheresse climatique. C'est d'abord pour des raisons économiques (65 %). Ensuite, viennent les conflits armés dans une moindre mesure (16 %). La sécheresse n'est indiquée comme principale raison que par 1 % des enquêtés.

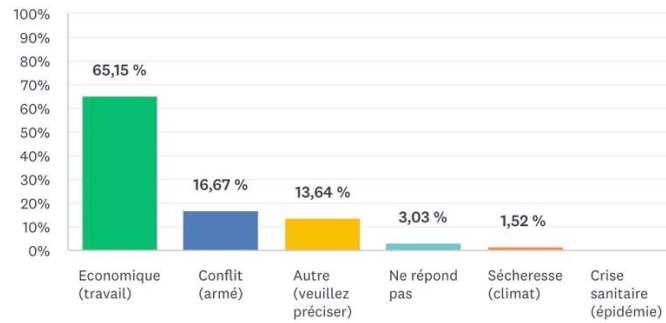


Figure 53. Répartition des interrogés selon le motif migratoire

Ces résultats sont analysés en rapport avec la probabilité ou non des populations à quitter définitivement leur lieu de vie pour des raisons climatiques. À cet effet, 51 % répondent qu'ils ne quitteraient jamais leur lieu de vie à cause du climat, 33 % répondent qu'ils le feraient probablement et 11 % en sont très certains. Cela dit, les éventualités de déplacement représentent 44 % chez les enquêtés, malgré le fait que la tendance majoritaire est de ne pas quitter son lieu de vie.

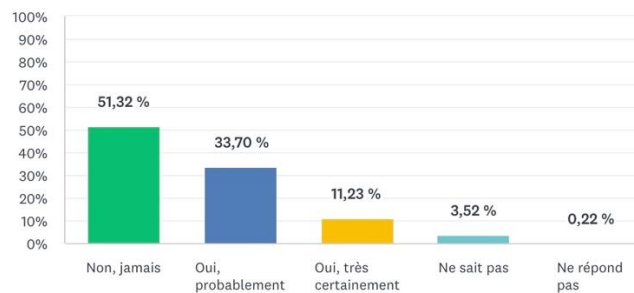


Figure 54. Probabilité de déplacement définitif pour des raisons climatiques

Les données montrent que malgré la présence de facteurs environnementaux potentiellement déstabilisants, tels que les catastrophes naturelles, les déplacements forcés à Ouagadougou sont principalement influencés par des raisons économiques et, dans une moindre mesure, par des conflits armés. Seulement une petite fraction de la population (1 %) cite la sécheresse comme la principale raison de leur déplacement, indiquant que pour l'instant, les impacts climatiques ne sont pas le moteur dominant des migrations.

Cependant, la perspective d'un potentiel déplacement futur pour des raisons climatiques n'est pas complètement exclue. Environ 44 % des répondants considèrent qu'ils pourraient quitter leur lieu de vie si les conditions climatiques se dégradait davantage. Cette proportion montre une certaine préoccupation liée au climat, bien que plus de la moitié des répondants (51 %) restent attachés à leur lieu de vie, même en cas de détérioration climatique.

En somme, les migrations liées aux changements climatiques ne sont pas encore une réalité majeure pour cette population, mais les réponses révèlent une vulnérabilité latente face aux aléas climatiques, suggérant que des politiques de résilience climatique pourraient être bénéfiques pour anticiper et répondre aux besoins futurs.

5.2. Une opinion divisée quant à l'action climatique de l'État

Pour 46 % des enquêtés, l'action de l'État en matière de lutte contre les effets du changement climatique est très bonne (7,71 %) ou bonne (38,77 %). Ce qui pourrait indiquer un niveau modéré de reconnaissance pour les efforts gouvernementaux dans la lutte contre le changement climatique. Cette appréciation positive est nuancée par 30 % qui estiment que cette action est plutôt mauvaise (23,35 %) ou très mauvaise (6,83 %). Ce qui révèle un niveau de scepticisme important. Cette insatisfaction pourrait être due à une perception d'inefficacité des politiques climatiques, notamment si les actions gouvernementales manquent d'impact visible dans la vie quotidienne des citoyens. Il est, à cet effet, utile de préciser aussi que 20 % des interrogés ne connaissent pas l'action de l'État en matière de lutte contre les effets du changements climatiques. Ce qui indique un déficit de communication et un besoin d'améliorer la sensibilisation et de rendre les initiatives de l'État plus accessibles ou visibles pour le grand public.

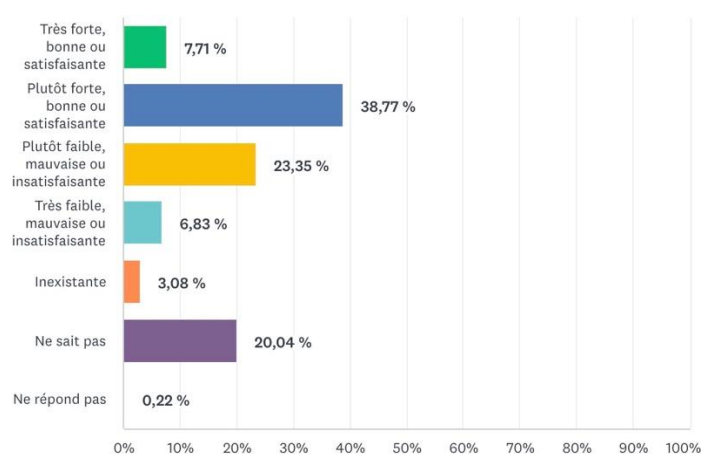


Figure 55. Répartition des enquêtés selon leur perception de l'action de l'État en matière de lutte contre le changement climatique

6. Discussions autour de la sécurité climatique

6.1. Une crise aux effets multiformes

Depuis les années 1970, les précipitations annuelles moyennes dans le Sahel ont diminué de 20 à 30 % (Cepero et *al.*, 2021)²¹. Au Burkina Faso, les précipitations sont devenues plus irrégulières, avec des périodes de sécheresse prolongées alternant avec des épisodes de pluie intense, ce qui perturbe la production agricole. Parallèlement, le pays a enregistré une hausse moyenne de 0,6°C des températures (USAID, 2012). Les perceptions, les effets et les stratégies d'adaptation ont fait l'objet de plusieurs études récentes.

Celle de Kaboré et *al.* (2019)²² analyse en profondeur comment les agriculteurs et éleveurs locaux perçoivent les impacts du changement climatique sur leur environnement et leurs moyens de subsistance. L'étude, menée dans des communautés rurales, montre que la majorité des répondants notent une dégradation significative des conditions climatiques, avec une baisse marquée des précipitations et une hausse des températures. Ces changements climatiques se traduisent par des sécheresses fréquentes, un épuisement précoce des ressources en eau, et une diminution des rendements agricoles.

Plusieurs impacts directs sont occasionnés par le changement climatique sur l'agriculture, le pastoralisme et la sécurité alimentaire au Burkina Faso :

1. Perte de biodiversité végétale et animale : le dessèchement des arbres ligneux et la baisse de la production fruitière entraînent une réduction de la diversité des ressources naturelles disponibles, limitant ainsi les sources de revenus et d'alimentation pour les communautés rurales.
2. Baisse de la production agricole : la baisse des précipitations, combinée aux températures élevées, réduit les rendements des cultures de subsistance comme le mil et le sorgho, accentuant l'insécurité alimentaire chronique (Benoit E., 2008)²³. Les vents violents et les intempéries extrêmes contribuent aussi à la détérioration des cultures.

²¹ Climate Change, Development and Security in the Central Sahel, Cascades, rapport juin 2021

²² « Perceptions du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-nord du Burkina Faso », *Vertigo*, Vol. 19, Numéro 1, Mars 2019

²³ Les changements climatiques : vulnérabilité, impacts et adaptation dans le monde de la médecine traditionnelle au Burkina Faso, *Vertigo*, Vol. 8, Numéro 1, avril 2008

3. Impact sur l'eau : les retenues d'eau s'assèchent plus rapidement, aggravant les difficultés pour l'irrigation agricole et l'abreuvement du bétail. Les pénuries d'eau augmentent la vulnérabilité des éleveurs et réduisent les surfaces de pâturages disponibles.
4. Déplacements de population : les conditions climatiques extrêmes, comme les sécheresses prolongées, forcent les populations à migrer, souvent vers des zones déjà surpeuplées, créant des tensions avec les communautés d'accueil. Les migrations vers les zones urbaines augmentent la pression sur les infrastructures et les services, exacerbant les tensions sociales (Cepero, 2021).
5. Enjeux de sécurité : le changement climatique aggrave les inégalités sociales et renforce les tensions autour des ressources naturelles. Le Burkina Faso, situé dans le Sahel, voit des effets conjoints du climat et de l'insécurité qui menacent la stabilité de la région. L'accès à l'eau, la terre, et les pâturages devient source de conflits, exacerbant les tensions inter et intra-communautaires. À cela s'ajoute le risque de recrutement élevé chez les jeunes ruraux par les groupes armés qui exploitent la vulnérabilité économique de jeunes sans emploi. De plus, dans les régions où l'État est absent, ces groupes se présentent comme des protecteurs et fournisseurs de services pour les populations. Cette crise est commune aux pays du Sahel central dont les gouvernements ont souvent du mal à répondre aux crises climatiques, affaiblissant ainsi leur légitimité et leur capacité à maintenir l'ordre (ibid.).

Ces défis sont traités différemment entre communautés et gouvernement.

6.2. Un impact économique significatif et une adaptation timide

Les effets du changement climatique sur l'économie des ménages étudiés dans ce rapport sont confirmés par une étude de Sawadogo et Fofana (2021)²⁴. Les auteurs ont analysé, selon une perspective genrée, les impacts de la sécheresse sur l'économie agricole. Il ressort que le choc climatique négatif entraîne une diminution de la valeur ajoutée agricole de 8,2 % en moyenne. Cela a un impact conséquent sur les femmes qui représentent la majeure partie de la main d'œuvre agricole. Elles sont souvent en charge des cultures vivrières essentielles à la sécurité alimentaire des ménages. De plus, les rendements générés par les femmes ont diminué de 20 % en moyenne à cause des sécheresses récurrentes. Il s'y ajoute que les ménages dirigés par les femmes sont

²⁴ Sawadogo B., et Fofana I., 2021. The economic impact of climate change in Burkina Faso from a gender perspective, PEP Working Paper Series, ISSN 2709-7331. <https://portal.pep-net.org/document/download/37575>

30 % plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire en période de stress climatique. Ces contraintes sont exacerbées par un faible accès aux ressources productives comme la terre, le crédit et les technologies agricoles.

Face à ces contraintes, les agriculteurs adaptent leurs pratiques en utilisant des variétés de semences plus résistantes à la sécheresse ou en diversifiant leurs cultures. Cependant, ces stratégies sont souvent limitées par le manque de ressources financières et techniques, freinant leur efficacité. Les défis persistent, notamment en raison de l'insuffisance des infrastructures d'irrigation et des connaissances techniques adaptées à la gestion du changement climatique (Kaboré et *al.*, 2019).

6.3. Des efforts... mais des progrès à faire

Concernant les efforts sur l'intégration de la recherche scientifique dans la lutte contre le changement climatique, Theokritoff et Lise D'haen (2021)²⁵ ont analysé le recours progressif du gouvernement burkinabé, depuis 2007, aux sources scientifiques pour prévoir et contenir les effets du changement climatiques. Pour rappel, le Burkina Faso a été le premier pays du monde à avoir formulé en 2015 son PAN par un groupe interdisciplinaire d'experts dans les domaines agricoles, de la production animale, de l'environnement et des ressources naturelles, de la météorologie, de l'énergie, de la santé, des infrastructures et de l'habitat, des associations de femmes et des organisations de la société civile. Cette réussite a été l'aboutissement d'un engagement depuis la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC) en 1993, suivi de la ratification du Protocole de Kyoto en 2005, de la publication en 2001 de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention sur les changements climatiques, de l'adoption du Programme d'action national d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques (PANA) en 2007, complété par un PAN en 2015. Ces plans sont complétés de plusieurs sur le développement économique et social, le développement durable et le développement du secteur rural. Malgré les progrès dans l'utilisation des données probantes pour la réalisation de ces stratégies, des difficultés persistent selon les auteurs. Elles sont de divers ordres.

1. Disponibilité insuffisante des informations : les données climatiques et environnementales nécessaires pour informer les politiques sont souvent incomplètes ou indisponibles. Cela est dû à des infrastructures de collecte de données insuffisantes et à un manque de systèmes de gestion des informations

²⁵ "How is science making its way into national climate change adaptation policy? Insights from Burkina Faso". *Climate and Development*, 14(9), 857–865

efficace. De plus, les données disponibles peuvent être de qualité variable, ce qui complique leur utilisation pour des analyses précises et fiables.

2. Capacités humaines et techniques limitées : il y a un manque de personnel formé et qualifié pour interpréter et utiliser les données scientifiques dans le processus de formulation des politiques. Les capacités techniques pour analyser et appliquer ces données sont également limitées. Il s'y ajoute l'insuffisance ou l'obsolescence des infrastructures technologiques nécessaires pour traiter et analyser les données climatiques.
3. Manque de financement : le financement pour la recherche climatique et pour l'intégration des informations scientifiques dans les politiques est souvent insuffisant. Cela limite la capacité des institutions nationales à mener des recherches approfondies et à mettre en œuvre des politiques basées sur des preuves. Qui plus est, en raison du manque de ressources internes, le Burkina Faso dépend fortement des partenaires techniques et financiers internationaux pour obtenir des données et des analyses climatiques. Cette dépendance peut entraîner des incohérences et des retards dans l'intégration des informations scientifiques dans les politiques nationales.

6.4. Quid des violences armées ?

Les liens entre conflits armés et changement climatique au Sahel ne sont pas toujours directs. Les études s'y intéressant sont quasi unanimes sur la question : les changements climatiques exacerbent des conflits latents, mais en créent rarement de nouveaux. La nouvelle menace armée au Sahel introduite dans l'équation pousse les chercheurs à s'intéresser sur une éventuelle instrumentalisation des ressources naturelles par les groupes armés. C'est le cas au Nord du Niger où les points d'eau sont utilisés par les groupes armés pour contrôler le bétail et les terres agricoles. Au Mali, cette implication est plus complexe car mettant en jeu plusieurs acteurs et intentions qui ne peuvent pas uniquement être assimilés au djihadisme. Ils parlent souvent de « banditisme » indifféremment des groupes impliqués. Toutefois, le cas malien montre comment les groupes ethniques peuvent recourir à des groupes djihadistes pour contrôler les ressources naturelles. Les frontières entre luttes interethniques et djihadisme y sont floues révélant ainsi toute la complexité de l'étude croisée entre conflit armé et changement climatique.

Au Burkina Faso, cette question a été largement étudiée en 2022 par le groupe d'experts du projet OKP-RESCOM (Orange Knowledge Program - Résilience

communautaire). L'étude qui a concerné plusieurs aspects du changement climatique dans les zones frontalières avec le Mali. Elle consacre une grande partie aux questions sécuritaires. Selon les interviewés, l'origine de l'insécurité dans cette zone est transfrontalière. Elle remonte de la crise malienne qui a favorisé le refuge de plusieurs groupes armés à la frontière. Ces derniers se servent du Mali comme base arrière pour attaquer dans des localités burkinabés proches. L'insécurité transfrontalière a accéléré la compétition autour des ressources naturelles et les rivalités anciennes entre communautés autour du foncier, facilitant l'infiltration des groupes armés. Cette situation est complexifiée par la stigmatisation de certaines communautés dans certaines localités comme terroristes ou complices. Un responsable de la Mairie de Tougan décrit les origines des conflits ainsi :

« Les origines sont entre autres le délaissement des populations, la proximité de ces zones avec d'autres zones de turbulence (le Mali) et les anciennes tensions et confrontations liées à l'exploitation des terres, le manque de terre pour le pâturage, les populations se sentent brimées ».

L'absence de l'État n'aidant pas, beaucoup de jeunes vulnérables se font enrôler par les groupes armés. Un agent de l'Action sociale de Koungoussi affirme à ce propos :

« Il y a l'absence de l'appareil étatique dans certaines zones en particulier les forces de l'ordre, l'absence d'accompagnement des jeunes dans l'entrepreneuriat et la formation professionnelle, ce qui les pousse à céder à l'argent facile proposé par l'ennemi (...) ».

L'impact direct des conflits armés autour des ressources se manifeste par l'interdiction de certains d'activités socioprofessionnelles telles que l'agriculture et le commerce :

« Dans plusieurs zones du pays, il a par exemple été interdit à des hommes de cultiver dans certains espaces, ou de pratiquer le maraichage. Des commerçants de certains produits sont ciblés. Des marchés entiers ont aussi été victimes des actions des groupes armés ».

Ces formes de blocage ont un impact non seulement en milieu rural, mais font des échos dans les villes. Même si ces dernières subissent largement moins la violence directe des groupes armés, elles souffrent des séquelles de leur action sur les ressources, comme l'affirme cet interviewé de Koungoussi :

« Les problèmes liés à la question sécuritaire touchent tout le monde, ceux du monde rural, et ceux du monde urbain, notamment les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants et nous-mêmes qui sommes ici (dans un site d'accueil de PDI). Parce que si ça chauffe là-bas, les déplacés viennent ici, et lorsqu'ils viennent, nos charges augmentent ».

6.5. Auteurs ou victimes, un simplisme à dépasser

La dépolitisation du conflit tend à installer un dualisme auteur-victime. C'est précisément cette approche que tentent de déconstruire Bisoka et *al.*, (dir.) dans « Paysanneries et conflits violents »²⁶. Analysant les conflits intercommunautaires au Sahel, les auteurs ont constaté un « fétichisme du conflit » se traduisant par la concentration uniquement sur les aspects violents et spectaculaires des conflits, en négligeant les causes profondes et les dynamiques locales. Or, les paysanneries ont une organisation, des motivations et de capacités d'action et de résistance. Si l'approche paternaliste tend à occulter cette dynamique active des paysanneries en les cantonnant au rôle de victimes, l'approche criminelle en fait de simples complices des groupes armés, ignorant le contexte socio-économique qui les pousse à s'engager dans les conflits. Il faudrait donc ne pas cristalliser les identités des paysans qui sont chargées de diversité, de complexité des expériences et des positions dans les conflits. Cette cristallisation renforce l'instrumentalisation des identités paysannes à des fins politiques, exacerbant les tensions et les divisions au sein des communautés rurales. En conclusion, l'approche stato-centrée des conflits autour des ressources naturelles ne semble pas indiquée pour la prise en compte des dynamiques locales et des économies morales situées. Elle négligerait les formes locales de régulation et de résistance, et pourrait mener à des interventions qui ne sont pas adaptées aux réalités des paysanneries.

²⁶ Bisoka A. N., Tangara M. B., Soré Z. et Mathys G., 2024. « Introduction. Repolitiser les paysanneries dans les conflits violents en Afrique et en Amérique latine », *Revue internationale des études du développement*, 255. <http://journals.openedition.org/ried/23025> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11zhh>

CONCLUSION

À travers cette enquête de perception sécuritaire, les citoyens du Burkina Faso ont exprimé leurs préoccupations et opinions sur la sécurité dans leur pays. Quand bien même cette étude a concerné un échantillon de quartiers de la ville de Ouagadougou, l'analyse des enjeux suscités par les résultats a été souvent extrapolée sur l'ensemble du territoire. Les résultats montrent que les groupes armés déstabilisent l'économie formelle par la mine artisanale, le vol de bétail et d'autres crimes environnementaux, aggravant ainsi l'instabilité régionale. La population fait davantage confiance aux institutions africaines de sécurité (69,60 %) qu'aux institutions non africaines (10,57 %), reflétant une préférence pour des solutions locales. Cependant, une forte méfiance persiste envers les opérations de sécurité étrangères, telles que celles de l'ex-G5 Sahel et de la France.

La police, la gendarmerie et l'armée bénéficient de niveaux de confiance variés, l'armée étant l'institution la plus fiable. Bien que la majorité de la population se sente en sécurité, une part significative a encore de sérieuses préoccupations concernant leur sécurité quotidienne. La perception d'inefficacité et de corruption dans le système judiciaire et les institutions politiques contribue également à la méfiance généralisée.

De plus, la gouvernance dans certaines régions du Burkina Faso repose sur des structures traditionnelles, avec des chefs coutumiers jouissant de la confiance des communautés locales. Cette résurgence des systèmes traditionnels est une réponse à l'absence de l'État et à l'incapacité des autorités centrales à fournir des services de base et à assurer la sécurité. Les acteurs religieux jouent également un rôle crucial dans la résolution des conflits, avec une majorité de la population reconnaissant leur importance. Cependant, le grand défi reste la promotion de la cohésion sociale, particulièrement face à la stigmatisation et à la violence dirigée contre les Peuls, exacerbée par les conflits fonciers et les préjugés. Une réponse étatique différente et une médiation efficace par les acteurs religieux sont essentielles pour renforcer la cohésion sociale et la stabilité.

Bien que le Burkina Faso n'ait pas connu de conflits civils ou de tensions religieuses significatives, les attentats de janvier 2016 ont révélé une inquiétude latente et une stigmatisation envers les musulmans, transformant la religion en un sujet tabou. La coexistence pacifique repose sur le pluralisme religieux et une identité confessionnelle secondaire, mais l'introduction de la religion dans la sphère publique et politique peut exacerber les différences et être instrumentalisée politiquement. Il est crucial de promouvoir le dialogue interreligieux, en reconnaissant et respectant les différences,

pour favoriser la paix et la cohésion sociale. Il est également nécessaire de traiter les frustrations des musulmans concernant leur représentation politique et administrative, en évitant le sectarisme et en promouvant une éducation inclusive. La préservation de l'équilibre entre les communautés est vitale, surtout face à l'influence de courants religieux externes qui peuvent durcir les pratiques religieuses et affecter la tolérance.

Sur le plan climatique, l'enquête a confirmé un impact réel de la sécheresse sur les rendements agricoles, et par ricochet sur la sécurité alimentaire. Les ménages s'adaptent avec des stratégies alimentaires par ailleurs limitées par les moyens financiers. Le facteur climatique a aussi des effets notables sur le déplacement de populations vers les grands centres urbains. À cela s'ajoute l'insécurité récurrente dans le Sahel central qui est utilisé par les groupes armés pour faire resurgir des rivalités intercommunautaires anciennes. Malgré tout, l'État du Burkina Faso fournit des efforts considérables dans la lutte contre les changements climatiques. C'est sans doute pourquoi les populations apprécient modérément les efforts gouvernementaux en matière de lutte contre les changements climatiques. Toutefois, le scepticisme persiste quant à la visibilité par les populations de ces politiques. Il faudrait donc plus de sensibilisation et d'éducation environnementale pour accompagner les efforts d'adaptation et d'atténuation.

BIBLIOGRAPHIE

Benoît É., 2008. Les changements climatiques : vulnérabilité, impacts et adaptation dans le monde de la médecine traditionnelle au Burkina Faso, *Vertigo*, Vol. 8, Numéro 1, avril 2008.
<https://doi.org/10.4000/vertigo.1467>

Bisoka A. N., Tangara M. B., Soré Z. et Mathys G., 2024. « Introduction. Repolitiser les paysanneries dans les conflits violents en Afrique et en Amérique latine », *Revue internationale des études du développement*, 255. <http://journals.openedition.org/ried/23025> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11zhh>

Cepero O. P. et al., 2021. *Climate Change, Development and Security in the Central Sahel, Cascades*, rapport juin 2021.
https://www.researchgate.net/publication/352901034_Climate_Change_Development_and_Security_in_the_Central_Sahel?enrichId=rgreq-fa831251d956d92401b2712d373e46fe-XXX&enrichSource=Y292ZXJQYWdlOzM1MjkwMTAzNDtBUzoxMDY3OTMwMjI5OTUyNTEyQDE2MzE2MjU4MTYyNTA%3D&el=1_x_2&_esc=publicationCoverPdf

Future Climate For Africa, 2021. *Research on climate change in Burkina Faso*.
<https://futureclimateafrica.org/summary-of-fcfas-research-on-climate-change-in-burkina-faso/>

Human Rights Watch. (2024). *Rapport mondial 2024: Burkina Faso*. Disponible sur : Human Rights Watch.

Id Yassine R. (dir), Ba M. P. et Diop K., *La sécurité citoyenne : Pour un contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire en Afrique de l'Ouest*, LASPAD-FES-PSCC-WANEP, novembre 2020.
<https://www.citizen-security.org/post/rapport-n-1-bcs-s%C3%A9n%C3%A9gambie-2019>

International Rescue Committee (IRC)., 2024. *Crisis in Burkina Faso: What you need to know and how you can help*.

Kaboré N. et al., 2019. « Perceptions du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-nord du Burkina Faso », *Vertigo*, Vol. 19, Numéro 1, Mars 2019. <https://doi.org/10.4000/vertigo.24637>

Ministère de l'Agriculture et de l'Eau, ministère de l'Environnement, ministère des Ressources animales (Burkina Faso). (2011). *Programme National du Secteur Rural 2011-2015 (PNSR)*.

Ministère de la planification (Burkina Faso), 2013a. *Plan National de Développement Économique et Social 2016-2020 (PNDES)*.

Ministère de la planification (Burkina Faso), 2013b. *Politique Nationale de Développement Durable (PNDD)*.

Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), 2024. *Rapport annuel PNUD 2023 Burkina Faso*. URL : <https://www.undp.org/fr/burkina-faso/publications/rapport-annuel-2023>

Organisation des Nations Unies pour la Coopération des Affaires Humanitaires (OCHA), 2024-2. *Burkina Faso : aperçu des besoins humanitaires 2024*. URL : <https://www.unocha.org/publications/report/burkina-faso/burkina-faso-aperçu-des-besoins-humanitaires-2024-mars-2024>

Organisation des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), 2024-2. Burkina Faso Plan de Réponse Humanitaire 2024. URL : <https://www.unocha.org/publications/report/burkina-faso/burkina-faso-plan-de-reponse-humanitaire-2024-mars-2024>

Projet OKP-RESCOM (Orange Knowledge Program - Résilience communautaire), 2022. Rapport général sur « Changement climatique, sécurité et état de droit au sahel : optimiser l'apport des universités pour renforcer la résilience des communautés ».

Sawadogo B., et Fofana I., 2021. The economic impact of climate change in Burkina Faso from a gender perspective, PEP Working Paper Series, ISSN 2709-7331. <https://portal.pep-net.org/document/download/37575>

Sawadogo Ram Ch., 2012. « Capacités d'adaptation des populations burkinabé aux effets du changement climatique, questionnements sur leurs sociétés et perspectives de recherches ». La Grande Muraille Verte, édité par Abdoulaye Dia et Robin Duponnois, IRD Éditions, 2012, <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.3291>.

Theokritoff E., et Lise D'haen S. A., 2021. "How is science making its way into national climate change adaptation policy? Insights from Burkina Faso". *Climate and Development*, 14(9), 857–865. <https://doi.org/10.1080/17565529.2021.2018985>

Banque Mondiale, 2021. Climate change knowledge portal. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/burkina-faso/climate-data-historical>

Banque Mondiale, 2021. « Burkina Faso : Comprendre l'état de l'économie et de la pauvreté en cinq graphiques ». URL : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/publication/burkina-faso-comprendre-etat-economie-et-pauvrete-en-cinq-graphiques>

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition des quartiers selon le rendu sécuritaire	10
Tableau 2. Classement des quartiers de Ouagadougou selon l'ICS	15

Liste des figures

Figure 1. Carte du Grand Ouaga	9
Figure 2. Répartition des enquêtés par quartier	9
Figure 3. Langues de l'enquête	10
Figure 4. Répartition des enquêtés par sexe	11
Figure 5. Répartition des enquêtés par âge	11
Figure 6. Première langue des enquêtés	11
Figure 7. Répartition des enquêtés par religion	12
Figure 8. Tendance religieuse des musulmans enquêtés	12
Figure 9. Situation matrimoniale des enquêtés	13
Figure 10. Parentalité des enquêtés	13
Figure 11. Nationalité des enquêtés	13
Figure 12. Niveau d'instruction des enquêtés	14
Figure 13. Revenu mensuel des enquêtés	14
Figure 14. Classement des quartiers selon l'ICS 2024	16
Figure 15. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'environnement sécuritaire	16
Figure 16. Principale difficulté des habitants de Ouagadougou	17
Figure 17. La cohésion sociale à Ouagadougou	17
Figure 18. La qualité de vie à Ouagadougou	18
Figure 19. Principal danger à Ouagadougou	18
Figure 20. Sentiment de sécurité	19
Figure 21. Comparaison du sentiment de sécurité par quartier	19
Figure 22. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à la victimation	20
Figure 23. Répartition des enquêtés selon le type d'agression	20
Figure 24. Répartition des enquêtés selon les cas de vol	21
Figure 25. Répartition des enquêtés selon les cas de cambriolage	21
Figure 26. Appréciation de la prise en charge des blessures par les victimes	22
Figure 27. Répartition des victimes selon le destinataire de leur plainte	23
Figure 28. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'exposition	23
Figure 29. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic de drogue	24

Figure 30. Classement des quartiers selon l'exposition à la prostitution	24
Figure 31. Classement des quartiers selon l'exposition au trafic d'armes à feu	25
Figure 32. Classement des quartiers selon l'exposition au risque d'enlèvement	25
Figure 33. Classement des quartiers selon l'exposition au risque de déplacement forcé	26
Figure 34. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences politiques ou électorales	26
Figure 35. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences extrémistes se réclamant de l'islam	27
Figure 36. Classement des quartiers selon l'exposition à des violences liées à des conflits armés interethniques ou intercommunautaires	27
Figure 37. Classement des quartiers selon l'exposition à un risque d'attentat terroriste	28
Figure 38. Répartition des niveaux d'exposition aux différents types de violence	28
Figure 39. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire de l'État	29
Figure 40. Répartition des répondants selon le niveau de satisfaction par type d'action sécuritaire étatique ...	30
Figure 41. Répartition des enquêtés selon le niveau de confiance par acteur sécuritaire étatique	30
Figure 42. Classement des quartiers selon l'ICS spécifique à l'action sécuritaire internationale	31
Figure 43. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire internationale	31
Figure 44. Répartition des enquêtés selon l'appréciation de l'action sécuritaire des OSC	33
Figure 45. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du rôle sécuritaire citoyen	33
Figure 46. Répartition des enquêtés selon l'appréciation du contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire .	33
Figure 47. Jihadist violence before and after the coups in Burkina Faso (2022). Source : Africa Center for Security Studies	35
Figure 48. Perception de la pluviométrie ces 10 dernières années	48
Figure 49. Principaux chocs climatiques subis ces 3 dernières années	49
Figure 50. Conséquences sur les produits alimentaires de première nécessité	50
Figure 51. Stratégies d'adaptation face à la hausse des prix	50
Figure 52. Répartition des enquêtés selon le changement de lieu de vie	50
Figure 53. Répartition des interrogés selon le motif migratoire	51
Figure 54. Probabilité de déplacement définitif pour des raisons climatiques	51
Figure 55. Répartition des enquêtés selon leur perception de l'action de l'État en matière de lutte contre le changement climatique	52